

F34A1
C33
2008/09
2,1
QL
P. gouv.

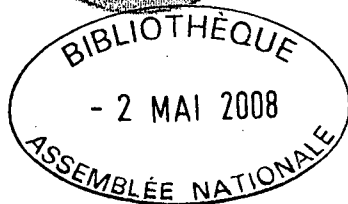
Ministère de la Famille
et des Aînés


Étude des crédits 2008-2009

Renseignements particuliers
Opposition officielle

Volet Famille

Avril 2008



Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

Demandes de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Volet Famille

#	Demande de renseignements particuliers	
1	Ventilation des sommes accordées au Québec pour l'année 2006-2007 et 2007-2008 à la suite de l'entente sur le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux pour le volet développement de la petite enfance conclue le 11 septembre 2000.	1
2	Ventilation des sommes accordées au Québec pour l'année 2006-2007 et 2007-2008 à la suite de l'annonce de la mise en place d'un réseau national de services de garde ainsi que leur utilisations et les prévisions pour l'année 2008-2009.	2
3	Ventilation des budgets affectés à l'aide financière aux familles pour 2006-2007 et 2007-2008 pour les programmes suivants :	4
	a. Prime au travail; - personnes seules - familles monoparentales - familles biparentales - couple sans enfant	
	b. Crédit d'impôt remboursable pour frais de garde; - familles monoparentales - familles biparentales	
	c. Soutien aux enfants; - familles monoparentales - familles biparentales	
	d. Allocation pour enfant handicapé	
4	Affectation des sommes dégagées à la suite des bonifications de la Prestation fiscale pour enfant du Gouvernement du Canada, en 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009	5
5	Nombre de ménages qui ont bénéficié du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde, par âge des enfants, incluant le montant moyen remboursé par réclamation d'impôt et le coût total de cette mesure fiscale, pour les années d'imposition 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et les prévisions pour 2008-2009.	6
6	Le nombre de ménages s'étant prévalus du remboursement anticipé du crédit d'impôt pour frais de garde en 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.	7
7	Procès-verbaux des rencontres du Forum des partenaires de la politique familiale avec le nom des membres et les dates de ces rencontres.	8
8	Procès-verbaux des rencontres du Comité de suivi du Plan concerté pour les familles du Québec : <i>Le Québec en amour avec la famille</i> avec le nom des membres et les dates de ces rencontres.	9
9	Liste et contenu des ententes spécifiques conclues sur les éléments spécifiques de la politique familiale par région ainsi que les budgets et précisez les régions qui n'ont pas d'entente spécifique.	10
10	Procès-verbaux des rencontres de la Table Québec-municipalités (TQM) relatif à la politique familiale.	11

11	État de situation au sujet du développement de politique familiale au sein des municipalités.	12
12	Copie de tous les documents relatifs au partenariat entre la Société d'habitation du Québec (SHQ) et le programme d'aide à l'initiative communautaire et sociale en matière de HLM.	13
13	Crédits 2006-2007 et 2007-2008 affectés au Programme d'aide à l'initiative communautaire et sociale en matière de HLM en spécifiant pour chaque année : a. nombre de demandes reçues; b. nombre de projets acceptés et montant accordé par projet, par région pour 2005-2006 et 2006-2007; c. nombre de projets refusés et motifs invoqués pour les refus.	14
14	État de situation sur le développement d'une politique de conciliation famille-travail.	16
15	Liste des mesures de conciliation famille-travail mises en place depuis le 2er avril 2003 et leurs incidences financières.	17
16	Copie de tous les documents relatifs à la réflexion du gouvernement sur la conciliation famille-travail.	18
17	État de situation au sujet du mode de financement des haltes-garderies. Nombre de haltes-garderies effectives (et nombre de places disponibles) en 2007-2008 et nombre en voie de le devenir en 2008-2009. Ventilation des places par région.	19
18	Ventilation détaillée des subventions accordées aux CPE (installations et milieu familial) et aux garderies, par région, pour l'année 2006-2007 et 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.	20
19	Subventions moyennes par enfant accordées aux CPE (installations et milieu familial) et aux garderies subventionnées pour 2004-2005, 2006-2007 et 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.	22
20	Nombre de places et budget accordés, par type de service (CPE installations, CPE en milieu familial, garderie à but lucratif, sans but lucratif), pour chacune des régions, au 31 mars 2008, comparativement au 31 mars 2007 et au 31 mars 2006.	23
21	Répartition, par région, des projets enregistrés en attente (spécifier le nombre de places par projet) par type de service de garde, au 31 mars 2008 comparativement au 31 mars 2007 et 2006 et 2005.	26
22	Nombre de nouvelles places, par type de service, par région, dans les CPE et les garderies, incluant le taux de croissance pour chacune de ces catégories, par région, pour l'année 2006-2007 et 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.	31
23	Taux d'occupation dans les services de garde en 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008.	33
24	Taux de présence réelle dans les services de garde 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008.	34
25	Nombre de places récupérées par type de service de garde et par région pour l'année 2007-2008.	35
26	Ventilation détaillée de la réaffectation des places récupérées pour l'année 2007-2008.	36

27	Nombre d'enfants handicapés intégrés dans les services de garde en 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 triés par région et prévisions pour 2008-2009.	37
28	Nombre de poupons dans les services de garde en 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.	38
29	Nombre de places à contribution réduite, par âge, par région, au 31 mars 2008.	39
30	Nombre d'enfants utilisant une place à contribution réduite et dont le parent est bénéficiaire d'un programme d'aide sociale ou de solidarité sociale au 31 mars 2006, 2007 et 2008. Ventilation par région.	40
31	Coûts totaux des places à contribution réduite, au 31 mars 2008, et prévisions pour l'année 2008-2009.	41
32	Valeur de la contribution parentale par type de service de garde.	42
33	État des travaux réalisés par le comité sectoriel d'équité salariale.	43
34	Nombre de plaintes et type de plaintes reçues pour les années 2006-2007 et 2007-2008.	44
35	Nombre de plaintes et type de plaintes par type de service de garde pour les années 2006-2007 et 2007-2008.	44
36	Nombre d'infractions et type d'infractions par type de service de garde pour les années 2006-2007 et 2007-2008.	46
37	État de situation sur le Plan d'amélioration continue de la qualité incluant les deux volets : le volet de l'engagement qualité et celui sur le processus d'amélioration continue de la qualité ainsi que les sommes qui ont été investies.	47
38	État de situation relativement à la mesure exceptionnelle de soutien à l'intégration dans les services de garde pour enfants handicapés ayant d'importants besoins, les sommes investies en 2007-2008 et le nombre d'enfants intégrés et prévisions pour 2008-2009.	49
39	Les rétributions totales versées aux responsables de services de garde en 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 pour les centres de la petite enfance et prévisions pour l'année 2008-2009.	50
40	État de situation sur le financement global des immobilisations.	51
41	État de situation sur le calcul de la proportion des frais de garde et d'éducation qui correspond à la rémunération du personnel éducateur à laquelle s'applique le facteur de modulation.	57
42	Les montants économisés grâce à la rationalisation des subventions en 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 pour les centres de la petite enfance et prévisions pour 2008-2009.	58
43	Les montants économisés grâce à la rationalisation de la subvention frais de garde en 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 pour les centres de la petite enfance.	59
44	Les montants économisés grâce à la rationalisation de la subvention frais généraux en 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 pour les centres de la petite enfance.	60

45	Les montants économisés grâce à la rationalisation de la subvention frais reliés aux locaux en 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 pour les centres de la petite enfance.	61
46	Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet installation – à titre de frais de garde et d'éducation pour les années financières 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.	62
47	Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet milieu familial – à titre de frais de garde et d'éducation pour les années financières 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.	63
48	Sommes versées aux centres de la petite enfance à titre de frais de garde et d'éducation pour les années financières 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.	64
49	Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet installation – à titre de frais reliés aux locaux pour les années financières 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.	65
50	Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet milieu familial – à titre de frais reliés aux locaux pour les années financières 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.	66
51	Sommes versées aux centres de la petite enfance à titre de frais reliés aux locaux pour les années financières 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.	67
52	Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet installation – à titre de frais généraux pour les années financières 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.	68
53	Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet milieu familial – à titre de frais généraux pour les années financières 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.	69
54	Sommes versées aux centres de la petite enfance à titre de frais généraux pour les années financières 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.	70
55	Allocation aux centres de la petite enfance en distinguant selon le type de service et la région administrative :	71
	a. Allocation pour l'exemption de la contribution parentale (ECP) 2006-2007, 2007-2008 et prévisions 2008-2009	
	b. Allocation compensatoire liée au protocole d'entente CPE-CSSS 2006-2007, 2007-2008 et prévisions 2008-2009	
	c. Allocation pour une installation recevant des enfants issus d'un milieu défavorisé 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009	
	d. Allocation pour les places à contribution réduite offertes aux enfants d'âge scolaire (PCRS) 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009	
	e. Allocation pour l'intégration d'un enfant handicapé 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009	
	i. Volet A	
	ii. Volet B	
	f. Allocation spécifique pour les régimes d'assurance collective et de congés de maternité 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 et prévisions 2008-2009	
	g. Subvention pour les projets d'investissement 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009	

56	Surplus dans les centres de la petite enfance :	72
	a. Liste des centres de la petite enfance ayant cumulé des surplus supérieurs à ceux permis par les règles budgétaires du ministère pour l'année 2007-2008;	
	b. Les économies réalisées par le ministère en 2006-2007 par la récupération des surplus;	
	c. Les économies réalisées par le ministère en 2007-2008 par la récupération des surplus;	
	d. La somme des montants qui sont toujours en réévaluation pour l'année 2007-2008.	
57	Le nombre et la liste des centres de la petite enfance en déficit d'opération en 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009. Cette même donnée triée par régions.	73
58	Le nombre d'ETC (équivalent temps complet) pour chacune des années financières suivantes : 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009 pour chacun des postes suivants :	74
	a. Personnel éducateur formé	
	b. Personnel éducateur non formé	
	c. Commis-comptable	
	d. Secrétaire-comptable	
	e. Secrétaire	
	f. Cuisinier	
	g. Préposé à l'entretien ménager	
	h. Conseiller pédagogique	
	i. Gestionnaire de niveau 1	
	j. Gestionnaire de niveau 2	
	k. Gestionnaire de niveau 3	
	l. Aide-éducatrice	
59	Le salaire moyen versé pour chacun de ces postes et pour chacune des années financières suivantes : 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009 pour chacun des postes suivants :	75
	a. Personnel éducateur formé	
	b. Personnel éducateur non formé	
	c. Commis-comptable	
	d. Secrétaire-comptable	
	e. Secrétaire	
	f. Cuisinier	
	g. Préposé à l'entretien ménager	
	h. Conseiller pédagogique	
	i. Gestionnaire de niveau 1	
	j. Gestionnaire de niveau 2	
	k. Gestionnaire de niveau 3	
	l. Aide-éducatrice	
60	Le nombre d'heures rémunérées du personnel éducateur pour chacune des années financières suivantes : 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.	76
61	L'estimation de la masse salariale consacrée au personnel éducateur des centres de la petite enfance pour chacune des années financières suivantes : 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.	77
62	État de situation relativement au facteur de modulation pour les garderies.	78
63	La rémunération moyenne horaire pondérée provinciale du personnel éducateur (utilisée pour le calcul du facteur de modulation) pour chacune des années financières : 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.	79

64	Les montants économisés grâce à la rationalisation des subventions en 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 pour les garderies.	80
65	Les montants économisés grâce à la rationalisation de la subvention pour frais variables en 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 pour les garderies.	81
66	Les sommes versées à titre de subvention pour frais variables en 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 pour les garderies.	82
67	Les sommes versées à titre de subvention pour frais de base en 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 pour les garderies.	83
68	Allocation aux garderies et selon la région administrative :	84
	a. Allocation pour l'exemption de la contribution parentale (ECP) 2006-2007, 2007-2008 et prévisions 2008-2009	
	b. Allocation compensatoire liée au protocole d'entente Garderie-CSSS 2006-2007, 2007-2008 et prévisions 2008-2009	
	c. Allocation pour une garderie recevant des enfants issus d'un milieu défavorisé 2006-2007 et 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009	
	d. Allocation pour les places à contribution réduite offertes aux enfants d'âge scolaire (PCRS) 2006-2007 et 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009	
	e. Allocation pour l'intégration d'un enfant handicapé 2006-2007 et 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009	
	i. Volet A	
	ii. Volet B	
69	Le nombre d'ETC (équivalent temps complet) pour chacune des années financières suivantes : 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009 pour chacun des postes suivants dans les garderies :	85
	a. Personnel éducateur formé	
	b. Personnel éducateur non formé	
	c. Commis-comptable	
	d. Secrétaire-comptable	
	e. Secrétaire	
	f. Cuisinier	
	g. Préposé à l'entretien ménager	
	h. Conseiller pédagogique	
	i. Gestionnaire de niveau 1	
	j. Gestionnaire de niveau 2	
	k. Gestionnaire de niveau 3	
	l. Aide-éducatrice	
70	Le salaire moyen versé pour chacun de ces postes et pour chacune des années financières suivantes : 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009 pour chacun des postes suivants dans les garderies :	86
	a. Personnel éducateur formé	
	b. Personnel éducateur non formé	
	c. Commis-comptable	
	d. Secrétaire-comptable	
	e. Secrétaire	
	f. Cuisinier	
	g. Préposé à l'entretien ménager	
	h. Conseiller pédagogique	
	i. Gestionnaire de niveau 1	
	j. Gestionnaire de niveau 2	
	k. Gestionnaire de niveau 3	
	l. Aide-éducatrice	
71	Le nombre d'heures rémunérées du personnel éducateur des garderies pour chacune des années financières suivantes : 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009	87

72	L'estimation de la masse salariale consacrée au personnel éducateur des centres de la petite enfance pour chacune des années financières suivantes : 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.	88
73	Ventilation, par région, des demandes de permis par des garderies à but lucratif depuis juin 2004 ainsi que le nombre de permis émis, toujours par région, à ce jour, pour ce type de garderie.	89
74	Nombre de nouvelles places en services de garde créées depuis 1994 avec l'évolution de chaque année par type de services de garde et par région et prévisions pour 2008-2009. Ventilation par région.	90
75	Évolution du nombre de places en garderies privées subventionnées depuis 2003-2004 jusqu'à ce jour et prévisions pour 2008-2009. Ventilation par région.	93
76	Évolution du nombre de places en milieu familial depuis 2003-2004 jusqu'à ce jour et prévisions pour 2008-2009. Ventilation par région.	94
77	Évolution du nombre de places en CPE (installations) depuis 2003-2004 jusqu'à ce jour et prévisions pour 2008-2009. Ventilation par région.	95
78	Évolution du nombre de places en garderies privées depuis 2003-2004 jusqu'à ce jour.	96
79	Les effectifs (ETC) prévus des bureaux coordonnateurs. État de situation relativement au financement des bureaux coordonnateurs.	97
80	Le budget de fonctionnement total prévu des bureaux coordonnateurs 2006-2007 et 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009. État de situation relativement au fonctionnement des bureaux coordonnateurs.	98
81	Nombre de plaintes formulées contre un BC au ministère en 2006-2007 et 2007-2008.	99
82	Listes des avis et recommandations fournis au ministère et au ministre par le Conseil de gestion de l'assurance parentale en 2006-2007, 2007-2008 et en voie d'être complétés en 2008-2009.	100
83	Ventilation détaillée des cotisations au régime québécois d'assurance parentale (salariés, employeurs et travailleurs autonomes) pour les années 2006-2007 et 2007-2008 et prévisions pour l'année 2008-2009.	101
84	Ventilation détaillée des prestations d'assurance parentale versées (salariés et travailleurs autonomes) pour les années 2006-2007 et 2007-2008 et prévisions pour l'année 2008-2009.	102
85	Liste complète de toutes les demandes de places additionnelles faites au ministère en 2007-2008 (détaillée par type de gardes et par régions).	103
86	Liste complète de toutes les demandes de nouvelles places faites au ministère en 2007-2008 (détaillée par type de gardes et par régions).	112
87	Ventilation des subventions octroyées pour les éducatrices formées en installations.	118
88	État des négociations pour les nouvelles ententes de subventions et de services avec les garderies privées subventionnées à ce jour et travaux à venir en 2008-2009.	119
89	État des négociations pour les nouvelles ententes de subventions et de services avec les RSG en milieu familial et travaux à venir en 2008-2009.	120

90	Liste complète des RSG en milieu familial qui ont fermé leurs portes en 2006-2007 et 2007-2008. Ventilation par région.	121
91	État de la situation sur la surtarification qui se fait dans certains bureaux coordonnateurs.	122
92	État de la situation sur le manque de ressources spécialisées (agentes de conformité et conseillères pédagogiques) dans les bureaux coordonnateurs.	123
93	Définir le rôle et le mandat des comités consultatifs des RSG en milieu familial.	125
94	Ventilation du financement des organismes communautaires Famille (OCF)	126

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

001

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1

Titre

Ventilation des sommes accordées au Québec pour l'année 2006-2007 et 2007-2008 à la suite de l'entente sur le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux pour le volet développement de la petite enfance conclue le 11 septembre 2000.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les sommes versées en vertu du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) vont directement au Fonds consolidé du revenu du gouvernement du Québec qui en dispose en fonction des priorités gouvernementales établies.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP2

Titre

Ventilation des sommes accordées au Québec pour l'année 2006-2007 et 2007-2008 à la suite de l'annonce de la mise en place d'un réseau national de services de garde ainsi que leur utilisation. Et les prévisions pour l'année 2008-2009.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'Entente Canada-Québec sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants a été signée le 28 octobre 2005. Cette entente asymétrique de 1,1 MM\$ était sans condition et les fonds versés étaient affectés au mieux-être des familles du Québec.

Dans une lettre du 20 février 2006, la ministre Finley a mis un terme à l'entente à compter du 31 mars 2007 et s'est engagée à verser les sommes promises pour 2006-2007, soit 152,8 M\$.

La fin de l'Entente Canada-Québec sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants a amené un manque à gagner pour le Québec de 807,2 M\$.

Lors du budget 2007 du gouvernement fédéral, le Transfert pour la création de places en garderie a été annoncé, totalisant 750 M\$ sur trois ans, dont 174,7 M\$ pour le Québec à partir de 2007-2008. Ces fonds s'intégreront dès 2008-2009 au Transfert canadien en matière de programmes sociaux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP3

Titre

Ventilation des budgets affectés à l'aide financière aux familles pour 2006-2007 et 2007-2008 pour les programmes suivants:

- a) Prime au travail;
 - i. Personnes seules
 - ii. Familles monoparentales
 - iii. Famille biparentales
 - iv. Couple sans enfant
- b) Crédit d'impôt remboursable pour frais de garde
 - i. Familles monoparentales
 - ii. Familles biparentales
- c) Soutien aux enfants;
 - i. Familles monoparentales
 - ii. Familles biparentales
- d) Allocation pour enfant handicapé

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Prime au travail

La ventilation des budgets pour ce programme sera fournie par le ministère des Finances.

Crédit d'impôt remboursable pour frais de garde

La ventilation des budgets pour ce programme sera fournie par le ministère des Finances.

Soutien aux enfants

Pour 2007, la dépense fiscale liée au Crédit d'impôt remboursable pour le Soutien aux enfants (CIRSE) est estimée à 2 054,9 millions de dollars :

- o 746,8 M\$ pour les familles monoparentales
- o 1 308,1 M\$ pour les familles biparentales.

Pour 2008, le Soutien aux enfants devrait représenter 2 088 millions de dollars.

Supplément pour enfant handicapé

Le supplément pour enfant handicapé a été versé à près de 29 419 familles en 2007 (30 919 enfants), pour une dépense fiscale estimée à 65,5M\$. Cette dernière devrait s'établir à 72 M\$ pour 2008.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP4

Titre

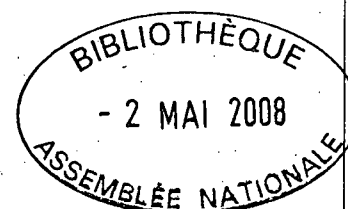
Affectation des sommes dégagées à la suite des bonifications de la Prestation fiscale canadienne pour enfant en 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Dès l'instauration du programme d'allocation familiale en 1997, le Québec a utilisé les économies dégagées à la suite des bonifications de la Prestation nationale pour enfant (PNE) du gouvernement du Canada pour développer les services de garde à contribution réduite.

Depuis août 2001, le gouvernement du Québec a cessé de réduire les montants des allocations familiales en contrepartie des investissements additionnels du gouvernement fédéral dans la PNE.

Depuis janvier 2005, les familles québécoises reçoivent le paiement du Soutien aux enfants. Le Soutien aux enfants remplace les programmes d'allocation familiale, les crédits d'impôt non remboursables pour les enfants à charge de moins de 18 ans et la réduction d'impôt à l'égard de la famille.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP 5

Titre

Nombre de ménages qui ont bénéficié du Crédit d'impôt remboursable pour frais de garde, par âge des enfants, incluant le montant moyen remboursé par réclamation d'impôt et le coût total de cette mesure fiscale, pour les années d'imposition 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et les prévisions pour 2008-2009.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La ventilation demandée sera fournie par le ministère des Finances.

SOURCE : Direction de la recherche et du développement des politiques – 2008-04-04

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP6

Titre

Nombre de ménages s'étant prévalus du remboursement anticipé du Crédit d'impôt pour frais de garde en 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette information sera fournie par le ministère des Finances.

SOURCE : Direction de la recherche et du développement des politiques- 2008-04-03

VALIDATION:

COLLABORATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

008

Fiche : RP 7

Titre

Procès-verbaux des rencontres du Forum des partenaires de la politique familiale avec le nom des membres et les dates de ces rencontres.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Forum des partenaires, structure permanente de concertation et de consultation, a été aboli en 2003 au profit de rencontres ponctuelles selon les dossiers.

SOURCE : Direction du développement des programmes et de l'action intersectorielle
2008-04-03

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

009

Fiche : RP 8

Titre

Procès-verbaux des rencontres du Comité de suivi du Plan concerté pour les familles du Québec :
Le Québec en amour avec la famille avec le nom des membres et les dates des rencontres.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le comité de suivi du Plan concerté pour les familles du Québec ne siège plus. Par contre, certaines mesures du Plan concerté sont maintenues soit les mesures de soutien technique et financier aux municipalités et aux MRC pour l'élaboration ou la mise à jour de leur politique familiale et de soutien financier aux organismes communautaires Famille.

SOURCE : Direction du développement des programmes et de l'action intersectorielle
2008-04-03

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP9

Titre :

Liste et contenu des ententes spécifiques conclues sur les éléments spécifiques de la politique familiale par région ainsi que les budgets et précisez les régions qui n'ont pas d'entente spécifique.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- En 2007-2008, le Ministère a conclu des ententes administratives avec chacune des CRE pour la réalisation de plans régionaux d'accessibilité aux services de garde. Une somme de 490 000 \$ a été affectée à ces ententes.
- Il a participé au financement de deux ententes spécifiques, en collaboration avec d'autres partenaires :
 - Un montant de 25 000 \$ a été accordé, pour une deuxième année, à la CRE de l'Estrie sur la mobilisation régionale pour contrer le décrochage scolaire et augmenter la diplomation et la qualification des jeunes Estriens;
 - Un montant de 25 000 \$ a été accordé à la CRÉ de Lanaudière pour la valorisation de l'éducation et lutter contre le décrochage scolaire dans cette région.
- Il a également accordé un soutien financier à deux autres projets régionaux :
 - Un montant de 50 000 \$ a été accordé à la CRE de Montréal pour soutenir les travaux du Comité régional de la famille dont le mandat est d'identifier des priorités régionales pour les familles et de proposer des moyens d'action;
 - Un montant de 40 000 \$ a été accordé à la CRE de Chaudière-Appalaches pour la réalisation d'une étude sur les besoins des familles en matière de conciliation travail-famille-études qui servira à confectionner un plan d'action régional et des plans d'action locaux en vue de répondre à ces besoins.

SOURCE : Direction du développement des programmes et de l'action intersectorielle - 2008-04-03

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

011

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 10

Titre

Procès-verbaux des rencontres de la Table Québec-municipalités (TQM) relatif à la politique familiale.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Il n'y a pas eu de rencontre de la Table Québec-municipalités (TQM) relative à la politique familiale.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP 11

Titre

État de situation au sujet du développement de politiques familiales au sein des municipalités

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Depuis 2002-2003, le ministère de la Famille et des Aînés dispose d'un programme visant à offrir aux municipalités et aux MRC intéressées un soutien financier lié à l'élaboration ou à la révision de leur politique familiale.

Le Ministère finance les projets en fonction du nombre d'habitants sur le territoire et paye 50 % des coûts admissibles.

Le Ministère a autorisé 248 projets depuis le lancement du programme en 2002, pour un total de 3,6 M\$ versés en subvention :

- 227 projets (224 municipalités locales pour des projets d'élaboration de leur politique familiale. 3 de ces municipalités ont été également soutenues financièrement pour la mise à jour de leur politique familiale);
- 21 projets de MRC représentant 220 municipalités locales;
- 100 % des municipalités de 100 000 habitants et plus sont rejointes;
- 90 % des municipalités de 50 000 à 99 999 habitants sont rejointes;
- 6 millions d'habitants rejoints sur une population totale de 7,5 millions;
- 79,6 % de couverture auprès de la population totale du Québec.

Année financière	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	Nombre de projets
Nombre de municipalités et de MRC qui ont obtenu une subvention	59	17	27	57	38	50	248
Montant total versé en subvention aux municipalités et aux MRC	957 857 \$	372 900 \$	295 305 \$	686 070 \$	703 445 \$	559 522\$	3 575 099 \$

Un montant de 646 458 \$ a été versé au Carrefour action municipale et famille (CAMF) pour l'accompagnement de démarrage offert à ces municipalités et ces MRC.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche RP12

Titre

Copie de tous les documents relatifs au partenariat entre la Société d'habitation du Québec (SHQ) et le programme d'aide à l'initiative communautaire et sociale en matière de HLM.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Sur demande, les documents suivants seront transmis.

1. Document d'information Programme d'aide à l'initiative communautaire et sociale en HLM (PAICS), édition 2008.
2. Formulaire de demande 2008.

SOURCE : Direction du développement des programmes et de l'action intersectorielle
2008-04-04

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

014

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP 13

Titre

Crédits 2006-2007 et 2007-2008 affectés au Programme d'aide à l'initiative communautaire et sociale en HLM (PAICS) en spécifiant :

- a) nombre de demandes reçues;
- b) nombre de projets acceptés et montant accordé par projet, par région pour 2005-2006 et 2006-2007;
- c) nombre de projets refusés et motifs invoqués pour les refus.

Résultats de l'Édition 2006

Le budget 2005-2006 a permis le financement de l'édition 2006 pour un montant de 466 672 \$, dont 100 000 \$ proviennent du MFA.

Le comité de sélection du PAICS a reçu 143 projets, 8 d'entre eux ont été jugés non admissibles pour différentes raisons soit : demandes incomplètes, documents exigés non joints à la demande, non-admissibilité de l'organisme promoteur, etc.

Les membres ont étudié les 135 dossiers admissibles. Aux termes de cette analyse, ils ont recommandé 72 projets totalisant la somme de 466 672 \$.

Les différents motifs qui ont justifié le refus des 63 projets sont, entre autres, pour non-correspondance du projet aux objectifs du PAICS, informations fournies non pertinentes et peu détaillées, absence de retombées escomptées, manque de cohérence des moyens retenus, absence de participation ou peu de collaboration des résidents et résidentes à la réalisation du projet, prévisions budgétaires imprécises, irréalisme du budget, absence de diversité des sources de financement, etc.

L'annonce des subventions a eu lieu au début du mois d'août 2006 et les organismes ont reçu l'argent au cours de ce même mois.

DISTRIBUTION RÉGIONALE DES PROJETS 2005-2006					
		NOMBRE DE PROJETS REÇUS	MONTANT TOTAL DEMANDÉ	NOMBRE DE PROJETS RETENUS	MONTANT TOTAL ACCORDÉ
01	Bas-Saint-Laurent	8	64 574,00 \$	3	20 040 \$
02	Saguenay-Lac-Saint-Jean	7	65 120,00 \$	4	41 490 \$
03	Capitale-Nationale	10	95 351,00 \$	5	51 240 \$
04	Mauricie	4	29 572,00 \$	2	25 572 \$
05	Estrie	11	55 860,21 \$	5	15 545 \$
06	Montréal	39	387 609,00 \$	26	199 434 \$
07	Outaouais	5	39 271,00 \$	3	4 500 \$
08	Abitibi-Témiscamingue	3	17 091,00 \$	2	3 360 \$
09	Côte-Nord	3	53 686,78 \$	-	-
10	Nord-du-Québec	3	40 431,00 \$	3	20 941 \$
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	3	36 500,00 \$	-	-
12	Chaudière-Appalaches	8	91 474,00 \$	1	20 000 \$
13	Laval	7	35 538,00 \$	2	4 700 \$
14	Lanaudière	6	37 001,06 \$	2	3 000 \$
15	Laurentides	6	33 000 \$	3	3 000 \$
16	Montréal	13	101 815,55 \$	7	33 250 \$
17	Centre-du-Québec	7	70 825,00 \$	4	20 600 \$
TOTAL :		143	1 254 719,60 \$	72	466 672 \$

Résultats de l'Édition 2007

Le financement de l'édition de 2007, également au montant de 100 000 \$, a été imputé au budget de 2007-2008.

Le comité de sélection du PAICS a reçu 130 projets, 14 d'entre eux ont été jugés non admissibles pour différentes raisons soit : demandes incomplètes, documents exigés non joints à la demande, non-admissibilité de l'organisme promoteur, etc.

Les membres ont étudié les 116 dossiers admissibles. Aux termes de cette analyse, ils ont recommandé 78 projets totalisant la somme de 473 840 \$.

Les différents motifs qui ont justifié le refus des 38 projets sont, entre autres, pour non-correspondance du projet aux objectifs du PAICS, informations fournies non pertinentes et peu détaillées, absence de retombées escomptées, manque de cohérence des moyens retenus, peu ou pas d'intérêt des résidentes et résidents à la réalisation du projet, prévisions budgétaires imprécises, irréalisme du budget, absence de diversité des sources de financement, etc.

L'annonce des subventions a eu lieu au début du mois d'août 2007 et les organismes ont reçu l'argent au cours de ce même mois.

DISTRIBUTION RÉGIONALE DES PROJETS 2006-2007					
		NOMBRE DE PROJETS REÇUS	MONTANT TOTAL DEMANDÉ	NOMBRE DE PROJETS RETENUS	MONTANT TOTAL ACCORDÉ
01	Bas-Saint-Laurent	4	30 934,00 \$	3	6 250 \$
02	Sagenay-Lac-Saint-Jean	10	101 161,67 \$	7	56 600 \$
03	Capitale-Nationale	9	122 668,00 \$	4	34 000 \$
04	Mauricie	5	51 178,00 \$	4	30 072 \$
05	Estrie	7	35 499,97 \$	3	4 599 \$
06	Montréal	40	422 335,00 \$	31	202 745 \$
07	Outaouais	4	25 935,00 \$	3	6 522 \$
08	Abitibi-Témiscamingue	2	11 958,20 \$	1	1 500 \$
09	Côte-Nord	1	12 288,00 \$	-	0 \$
10	Nord-du-Québec	2	40 000,00 \$	2	20 000 \$
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	2	8 319,78 \$	-	0 \$
12	Chaudière-Appalaches	8	105 406,00 \$	1	14 000 \$
13	Laval	6	39 143,00 \$	2	3 500 \$
14	Lanaudière	5	40 428,19 \$	3	12 500 \$
15	Laurentides	6	34 450,00 \$	2	11 850 \$
16	Montréal	14	152 661,00 \$	8	46 202 \$
17	Centre-du-Québec	5	57 835,00 \$	4	23 500 \$
TOTAL :		130	1 292 200,81 \$	78	473 840 \$

Données de l'édition 2008

- Le nombre de demandes pour 2008 est de 109 demandes.
- L'analyse des dossiers n'est pas terminée.
- Le comité de sélection doit se rencontrer à la fin avril 2008.

Les projets retenus et les montants seront annoncés en juin 2008.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP 14

Titre

État de situation sur le développement d'une politique de conciliation travail-famille (CTF).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- En 2004, le gouvernement a lancé une consultation sous le thème *Vers une politique gouvernementale sur la conciliation famille-travail*. C'est ainsi qu'une cinquantaine de fédérations ou d'associations nationales ont été rencontrées. Plus de 60 avis ou mémoires ont été analysés, sans compter une consultation en ligne pour recueillir l'opinion de la population.
- En décembre 2006, le gouvernement a rendu public la politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait*.
- La CTF constitue une orientation retenue pour atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes.
- Le ministère de la Famille et des Aînés travaille actuellement à la mise en œuvre des mesures contenues dans le plan d'action 2007-2010 qui accompagne la politique.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP 15

Titre

Liste des actions de conciliation travail- famille (CTF) mises en place depuis le 1^{er} avril 2003 et leurs incidences financières.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- Depuis 2003, le gouvernement a mis en place plusieurs mesures de CTF. Toutes ces mesures se retrouvent dans le *Bilan 2003-2006 des réalisations gouvernementales en faveur des familles et des enfants*, déposé en février 2007.
- Le gouvernement a rendu public en décembre 2006 la politique gouvernementale en matière d'égalité entre les femmes et les hommes *Pour que l'égalité de droit devienne l'égalité de fait*, ainsi que le plan d'action 2007-2010 qui s'y rattache. La CTF compte parmi les orientations de cette politique.
- Le plan d'action 2007-2010 propose neuf actions en matière de CTF, dont plusieurs s'adressent particulièrement aux milieux de travail.

Sommes consacrées à la CTF pour l'année financière 2007-2008

Actions de CTF sous la responsabilité du MFA	Sommes versées 2007-2008
Norme consensuelle en CTF - Action 38	29 000 \$
Offre de biens et services sur les lieux de travail – Action 39	10 000 \$
Soutien à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques familiales municipales – Action 40	844 522 \$:
Soutien à la mise en œuvre de service de surveillance pour les jeunes handicapés de 12 à 21 ans du secondaire – Action 42	29 960 \$, sur un total de 108 740 \$. La différence provient d'autres partenaires : MELS et MSSS.
Soutien à des initiatives locales et régionales – Action 43	932 110 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche RP16

Titre

Copie de tous les documents relatifs à la réflexion du gouvernement sur la conciliation travail-famille (CTF).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les documents suivants sont disponibles sur demande. Ils sont aussi disponibles sur le site Internet du MFA.

- Document de consultation *Vers une politique gouvernementale sur la conciliation famille-travail* (2004).

Disponible à l'adresse suivante :

<http://www.mfa.gouv.qc.ca/ministere/formulaires-et-publications/index.asp?categorie=1202103#liste>

- Politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes *Pour que l'égalité de droit devienne l'égalité de fait* (rendue publique en décembre 2006).

Disponible aux adresses suivantes :

http://www.mfa.gouv.qc.ca/publications/pdf/CF_egalite_politique.pdf

ou http://www.scf.gouv.qc.ca/publications/pdf/Politique_FR.pdf

- Plan d'action gouvernemental 2007-2010 *Pour que l'égalité de droit devienne l'égalité de fait* (rendu public en décembre 2006).

Disponible à l'adresse suivante :

<http://www.scf.gouv.qc.ca/programme/programme.asp>

SOURCE : Direction de la recherche et du développement des politiques – 2008-04-02

COLLABORATION :

VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RP 17

Titre

État de situation au sujet du mode de financement pour la consolidation des activités de halte-garderie communautaire

Les objectifs poursuivis

Les activités de halte-garderie communautaire offertes par les organismes communautaires constituent une avenue intéressante pour les parents dont les besoins de garde sont atypiques et ponctuels. Ils fournissent une réponse adaptée aux besoins de garde occasionnelle et temporaire de certaines familles. En effet, ce service permet à des parents, principalement issus de milieu défavorisé, d'obtenir un moment de répit ou de participer à des activités d'intégration sociale et professionnelle.

Les critères de financement

- Le soutien financier de chaque organisme est calculé selon son offre de service de halte-garderie communautaire (heures d'ouverture par semaine, nombre de semaines fonctionnelles par année et taux de fréquentation).
- Les organismes financés doivent s'engager à respecter certaines conditions concernant notamment la sécurité des enfants.
- L'utilisation du soutien financier accordé doit obéir aux règles de saine gestion des deniers publics. Une reddition de comptes est exigée de l'organisme fiduciaire.

Organismes financés en 2007-2008

- 257 organismes communautaires ont reçu une aide financière pour un montant total de 2 940 500 \$.
- 174 d'entre eux sont des organismes communautaires Famille (OCF). Ils se partagent 1 957 500 \$.
- 83 sont des organismes communautaires rattachés à d'autres ministères (MSSS, MELS, etc.). Ils se partagent 983 000 \$.

SOURCE : Direction du développement des programmes
et de l'action intersectorielle - 2008-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP18

Titre

Ventilation détaillée des subventions accordées aux CPE (installations et milieu familial) et aux garderies, par région, pour l'année 2006-2007 et 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.

Exposé et statistiques

1. Renseignements pour 2006-2007

Il s'agit de la somme des versements effectués durant l'exercice financier 2006-2007.

Subvention prévisionnelle 2006-2007 ⁽¹⁾			
Région	Centres de la petite enfance	Bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial	Garderies
	Subvention de fonctionnement	Subvention de fonctionnement - rétribution RSG	Subvention annuelle
01 Bas St-Laurent	16 967 271,88 \$	10 978 455,44 \$	34 607,05 \$
02 Saguenay / Lac St-Jean	28 585 434,58 \$	15 917 415,62 \$	4 051 174,57 \$
03 La Capitale Nationale	80 136 705,54 \$	31 403 747,16 \$	20 534 874,35 \$
04 Mauricie	27 635 633,07 \$	13 116 236,66 \$	1 904 680,34 \$
05 Estrie	38 681 513,80 \$	18 114 671,96 \$	2 520 679,83 \$
06 Montréal	230 997 365,29 \$	60 738 231,57 \$	134 239 207,49 \$
07 Outaouais	44 158 511,40 \$	21 280 789,74 \$	7 387 788,95 \$
08 Abitibi-Témiscamingue	16 753 512,08 \$	9 254 397,90 \$	679 367,99 \$
09 Côte-Nord	10 736 385,86 \$	5 479 853,22 \$	
10 Nord du Québec	12 240 229,84 \$	1 182 715,00 \$	110 047,25 \$
11 Gaspésie / Îles de la Madeleine	8 014 472,75 \$	5 533 292,36 \$	199 433,25 \$
12 Chaudière-Appalaches	40 026 557,77 \$	23 100 378,21 \$	5 846 538,29 \$
13 Laval	34 057 227,04 \$	19 293 704,90 \$	23 838 489,04 \$
14 Lanaudière	39 805 035,14 \$	24 189 018,32 \$	16 559 956,94 \$
15 Laurentides	53 141 736,70 \$	29 099 747,48 \$	14 949 041,93 \$
16 Montérégie	151 207 863,40 \$	74 315 304,78 \$	52 820 606,93 \$
17 Centre du Québec	23 369 628,27 \$	12 180 348,68 \$	3 819 118,99 \$
Total 2006-2007	856 515 084,41 \$	375 178 309,00 \$	289 495 613,19 \$

⁽¹⁾ Source : SYGBEC -20 avril 2007.

2. Renseignements pour 2007-2008 – Dépenses au 31 mars 2008

Subvention prévisionnelle 2007-2008 ⁽¹⁾			
Région	Centres de la petite enfance	Bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial	Garderies
	Subvention de fonctionnement	Subvention de fonctionnement + retribution des RSC	Subvention annuelle
01 Bas St-Laurent	15 862 087 \$	13 794 106 \$	109 568 \$
02 Saguenay / Lac St-Jean	27 416 621 \$	20 082 948 \$	4 284 197 \$
03 La Capitale Nationale	78 506 710 \$	39 733 156 \$	22 959 648 \$
04 Mauricie	26 261 790 \$	16 662 467 \$	2 099 526 \$
05 Estrie	37 703 621 \$	23 083 650 \$	2 796 046 \$
06 Montréal	233 119 372 \$	75 527 627 \$	142 835 261 \$
07 Outaouais	44 045 852 \$	25 812 819 \$	7 836 992 \$
08 Abitibi-Témiscamingue	16 211 730 \$	11 370 127 \$	703 597 \$
09 Côte-Nord	10 761 982 \$	6 738 171 \$	
10 Nord du Québec	12 346 685 \$	1 322 780 \$	195 260 \$
11 Gaspésie / Îles de la Madeleine	7 551 879 \$	7 078 587 \$	221 676 \$
12 Chaudière-Appalaches	38 632 929 \$	29 305 594 \$	6 498 133 \$
13 Laval	32 665 168 \$	24 529 584 \$	26 426 518 \$
14 Lanaudière	37 903 704 \$	30 369 287 \$	18 795 978 \$
15 Laurentides	51 363 384 \$	35 841 775 \$	17 218 816 \$
16 Montérégie	147 912 096 \$	89 520 746 \$	58 505 461 \$
17 Centre du Québec	22 332 421 \$	15 216 007 \$	4 116 034 \$
Total 2007-2008	840 598 031 \$	465 989 431 \$	315 602 711 \$

⁽¹⁾ Source : SYGBEC -31 mars 2008.

3. Renseignements pour 2008-2009

	Livre des crédits
Subvention de fonctionnement des CPE	888,7 M\$
Volet maternité du régime d'assurance collective et de congés de maternité	+ 3,3 M\$
Subvention de fonctionnement des CPE – présentation au Livre des crédits	892,0 M\$
Subvention annuelle des Bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial	477,5 M\$
Subvention annuelle des garderies subventionnées	343,6 M\$
Subventions de développement et d'investissements	2,5 M\$
TOTAL TRANSFERTS ÉLÉMENT 2	1 715,6 M\$
Service de la dette des CPE	27,4 M\$
Régime de retraite à l'intention des employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	51,4 M\$

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations - 5 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 7 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP19

Titre

Subventions moyennes par enfant accordées aux CPE (installation et milieu familial) et aux garderies subventionnées pour 2004-2005, 2006-2007 et 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.

Exposé et statistiques

	Barèmes par jour d'occupation <u>incluant la</u> contribution parentale de 7 \$ Frais de garde et d'éducation (CPE) Barèmes des frais variables (garderies)			
CPE	2004-2005	2006-2007	2007-2008	2008-2009
• 17 mois ou moins	50,20 \$	51,65 \$	54,25 \$	Barèmes pas encore approuvés par le Conseil du trésor.
• 18 à 59 mois	32,70 \$	33,65 \$	35,25 \$	
GARDERIE SUBVENTIONNÉE				
• 17 mois ou moins	40,95 \$	42,60 \$	45,05 \$	
• 18 à 59 mois	28,80 \$	30,65 \$	32,15 \$	

Subvention aux responsables d'un service de garde en milieu familial					
		2004-2005	2006-2007	2007-2008	2008-2009
17 mois ou moins	Gouvernement	26,85 \$	27,55 \$	28,05 \$	Barèmes pas encore approuvés par le Conseil du trésor.
	Parents	7,00 \$	7,00 \$	7,00 \$	
	Total	33,85 \$	34,55 \$	35,05 \$	
18 à 59 mois	Gouvernement	17,50 \$	18,00 \$	18,50 \$	
	Parents	7,00 \$	7,00 \$	7,00 \$	
	Total	24,50 \$	25,00 \$	25,50 \$	

Le Ministère investit également dans la coordination du milieu familial.

Coordination du Milieu familial				
	2004-2005	2006-2007	2007-2008	2008-2009 Prévision
Moyenne / place annualisé / jour	5,28 \$	2,34 \$	2,29 \$	2,38 \$

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations - 5 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint - 14 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

24

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP20

Titre
Nombre de places et budgets accordés, par type de service (CPE installations, CPE en milieu familial, garderie à but lucratif, sans but lucratif), pour chacune des régions, au 31 mars 2008, comparativement au 31 mars 2007 et au 31 mars 2006

Région	CPE	MF	Garderies	TOTAL
	Places à contribution réduite au 31 mars 2008			
Bas-Saint-Laurent	1 403	2 863	8	4 274
Saguenay-Lac-Saint-Jean	2 443	3 757	413	6 613
Capitale-Nationale	6 842	7 520	2 409	16 771
Mauricie	2 376	3 204	218	5 798
Estrie	3 348	4 295	292	7 935
Montréal	21 118	13 117	16 297	50 532
Outaouais	4 099	5 093	877	10 069
Abitibi-Témiscamingue	1 579	2 330	80	3 989
Côte-Nord	1 024	1 332	0	2 356
Nord-du-Québec	2 166	322	21	2 509
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	712	1 342	23	2 077
Chaudière-Appalaches	3 428	5 710	669	9 807
Laval	3 024	4 491	3 097	10 612
Lanaudière	3 416	5 776	1 992	11 184
Laurentides	4 757	6 940	1 979	13 676
Montérégie	13 428	17 703	6 432	37 563
Centre-du-Québec	2 002	2 976	423	5 401
Total	77 165	88 771	35 230	201 166

	CPE	MF	Garderies	TOTAL
	Places à contribution réduite au 31 mars 2007			
Bas-Saint-Laurent	1 366	2 863	8	4 237
Saguenay-Lac-Saint-Jean	2 362	3 757	413	6 532
Capitale-Nationale	6 741	7 520	2 299	16 560
Mauricie	2 337	3 204	218	5 759
Estrie	3 303	4 295	292	7 890
Montréal	20 982	13 117	15 777	49 876
Outaouais	4 037	5 093	859	9 989
Abitibi-Témiscamingue	1 529	2 330	80	3 939
Côte-Nord	968	1 332	0	2 300
Nord-du-Québec	2 063	322	21	2 406
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	705	1 342	23	2 070
Chaudière-Appalaches	3 347	5 710	673	9 730
Laval	2 948	4 450	2 904	10 302
Lanaudière	3 395	5 776	1 992	11 163
Laurentides	4 661	6 872	1 806	13 339
Montérégie	13 233	17 686	6 246	37 165
Centre-du-Québec	1 957	2 976	416	5 349
Total	75 934	88 645	34 027	198 606

	CPE	MF	Garderies	TOTAL
Places à contribution réduite au 31 mars 2006				
Bas-Saint-Laurent	1 361	2 634	0	3 995
Saguenay-Lac-Saint-Jean	2 360	3 644	412	6 416
Capitale-Nationale	6 690	7 393	2 247	16 330
Mauricie	2 337	3 021	218	5 576
Estrie	3 304	4 226	253	7 783
Montréal	20 680	13 762	15 584	50 026
Outaouais	3 724	5 204	794	9 722
Abitibi-Témiscamingue	1 516	2 421	80	4 017
Côte-Nord	982	1 252	0	2 234
Nord-du-Québec	2 063	330	0	2 393
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	697	1 341	23	2 061
Chaudière-Appalaches	3 213	5 443	673	9 329
Laval	2 820	4 452	2 662	9 934
Lanaudière	3 370	5 809	1 832	11 011
Laurentides	4 591	7 025	1 732	13 348
Montréal	12 908	18 138	6 108	37 154
Centre-du-Québec	1 957	2 916	416	5 289
Total	74 573	89 011	33 034	196 618

Pour le budget accordé, voir la fiche 18 des Renseignements particuliers.

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations - 31 mars 2008
COLLABORATION : Direction du financement et des immobilisations - 6 avril 2008
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint - 8 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP21

Titre Répartition, par région, des projets enregistrés en attente (spécifier le nombre de places, par projet), par type de service de garde, au 31 mars 2008 comparativement au 31 mars 2007, 2006, 2005 et 2004.				
Exposé et statistiques <div style="text-align: center;"> Projets en attente au 31 mars 2008 </div> <div style="text-align: center;"> Note : Compilation du nombre total de projets et de places quelque soit l'année de la demande Il s'agit de formulaires de demandes de permis reçus. </div>				
	CPE		Garderie	
Régions	Nbre de projets	Nbre de places	Nbre de projets	Nbre de places
Bas-Saint-Laurent	0	0	1	16
Saguenay-Lac Saint-Jean	0	0	8	407
Capitale-Nationale	8	373	29	1 346
Mauricie	3	153	5	198
Estrie	2	125	3	123
Montréal	38	2 439	323	21 704
Outaouais	1	55	28	1 903
Abitibi-Témiscamingue	1	37	1	29
Côte-Nord	1	65	2	54
Nord-du-Québec	1	23	0	0
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0	0	0	0
Chaudière-Appalaches	1	30	17	692
Laval	4	284	66	4 569
Lanaudière	3	156	55	3 988
Laurentides	0	0	79	5 624
Montréal	2	124	181	11 040
Centre-du-Québec	0	0	10	381
TOTAL	65	3 864	808	52 074

Exposé et statistiques			
Projets en attente au 31 mars 2007			
Note : Compilation du nombre total de projets et de places quelque soit l'année de la demande			
Régions	CPE et garderie Nbre de projets	CPE Nbre de places	Garderie Nbre de places
Bas-Saint-Laurent	32	0	57
Saguenay-Lac Saint-Jean	52	0	158
Capitale-Nationale	30	373	812
Mauricie	6	153	115
Estrie	5	125	109
Montréal	306	2465	17 102
Outaouais	21	55	1 354
Abitibi-Témiscamingue	2	37	29
Côte-Nord	2	65	30
Nord-du-Québec	1	23	0
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0	0	0
Chaudière-Appalaches	8	30	147
Laval	58	284	3 558
Lanaudière	53	94	3 620
Laurentides	62	0	4 327
Montréal	139	124	8 589
Centre-du-Québec	4	0	162
TOTAL	CPE = 64 Garderie = 641	3 828	40 169

Exposé et statistiques			
Projets en attente au 31 mars 2006			
Note : Compilation du nombre total de projets et de places quelque soit l'année de la demande			
Régions	CPE et Garderie Nbre de projets	CPE Nbre de places	Garderies Nbre de places
Bas-Saint-Laurent	2	0	37
Saguenay-Lac Saint-Jean	2	0	49
Capitale-Nationale	24	373	553
Mauricie	6	153	115
Estrie	5	125	109
Montréal	291	2465	16 331
Outaouais	17	0	1 170
Abitibi-Témiscamingue	2	37	29
Côte-Nord	2	65	30
Nord-du-Québec	1	23	0
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0	0	0
Chaudière-Appalaches	4	30	73
Laval	56	284	3 478
Lanaudière	49	94	3 321
Laurentides	53	0	3 898
Montérégie	128	124	7 949
Centre-du-Québec	4	0	162
TOTAL	CPE = 63 Garderie = 583	3 773	37 304

Exposé et statistiques

**Projet en attente au
31 mars 2005**

Note : Compilation du nombre total de projets et de places quelque soit l'année de la demande

Régions	CPE et Garderie Nbre de projets	CPE Nbre de places	Garderie Nbre de places
Bas-Saint-Laurent	2	0	37
Saguenay-Lac Saint-Jean	3	0	79
Capitale-Nationale	27	373	461
Mauricie	10	153	141
Estrie	6	125	80
Montréal	306	2605	15 508
Outaouais	13	0	914
Abitibi-Témiscamingue	4	37	29
Côte-Nord	3	65	30
Nord-du-Québec	1	23	0
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0	0	0
Chaudière-Appalaches	4	30	73
Laval	55	364	3024
Lanaudière	49	94	3361
Laurentides	39	0	2758
Montréal	127	124	7960
Centre-du-Québec	4	0	162
TOTAL	653	3 993	34 617

Exposé et statistiques			
Projets en attente au 31 mars 2004			
Note : Compilation du nombre total de projets et de places quelque soit l'année de la demande			
Régions	CPE et Garderie Nb de projets	CPE Nb de places	Garderie Nb de places
Bas-Saint-Laurent	0	0	0
Saguenay-Lac Saint-Jean	3	0	133
Capitale-Nationale	21	478	524
Mauricie	3	153	0
Estrie	2	125	0
Montréal	189	2 755	6 517
Outaouais	1	0	80
Abitibi-Témiscamingue	2	37	0
Côte-Nord	1	65	0
Nord-du-Québec	1	23	0
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0	0	0
Chaudière-Appalaches	2	30	29
Laval	34	364	1 885
Lanaudière	12	94	576
Laurentides	13	0	869
Montréal	2	124	0
Centre-du-Québec	0	0	0
TOTAL	286	4 248	10 613

SOURCE : Équipe de gestion de projets et pilotage - 7 avril 2008
 COLLABORATION :
 VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint - 8 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP22

Titre								
Nombre de nouvelles places, par type de service, par région, dans les CPE et les garderies, incluant le taux de croissance pour chacune de ces catégories, par région, pour l'année 2006-2007 et 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.								
Exposé et statistiques								
Nombre de nouvelles places en services de garde en 2006-2007 et 2007-2008								
Region	CPE		Milieu familial		Garderies subventionnées		Garderies non subventionnées	
	2006-2007	2007-2008	2006-2007	2007-2008	2006-2007	2007-2008	2006-2007	2007-2008
Bas-Saint-Laurent	5	37	229	0	8	0	20	20
Saguenay-Lac-Saint-Jean	2	81	113	0	1	0	0	14
Capitale-Nationale	51	101	127	0	52	110	59	163
Mauricie	0	39	183	0	0	0	0	0
Estrie	-1	45	69	0	39	0	0	0
Montréal	302	136	-645	0	193	520	554	22
Outaouais	313	62	-111	0	65	18	0	24
Abitibi-Témiscamingue	13	50	-91	0	0	0	0	0
Côte-Nord	-14	56	80	0	0	0	0	0
Nord-du-Québec	0	103	-8	0	21	0	0	0
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	8	7	1	0	0	0	0	0
Chaudière-Appalaches	134	81	267	0	0	-4	0	0
Laval	128	76	-2	410	242	193	122	-39
Lanaudière	25	21	-33	0	160	0	0	0
Laurentides	70	96	-153	68	74	173	66	-51
Montréal	325	195	-452	17	138	186	193	60
Centre-du-Québec	0	45	60	0	0	7	37	0
TOTAL DE NOUVELLES PLACES	1 361	1 231	-366	126	993	1 203	1 051	213
Total de nouvelles places subventionnées 2006-2007				1 988				
Total de nouvelles places subventionnées 2007-2008				2 560				

Places sous permis au 31 mars 2007 et au 31 mars 2008, et taux de croissance

Région	CPE			Milieu familial			Garderies subventionnées			Garderies non subventionnées		
	31 mars 2007	31 mars 2008	Taux	31 mars 2007	31 mars 2008	Taux	31 mars 2007	31 mars 2008	Taux	31 mars 2007	31 mars 2008	Taux
Bas-Saint-Laurent	1 366	1 403	2.7	2 863	2 863	0.0	8	8	0.0	20	40	100.0
Saguenay-Lac-Saint-Jean	2 362	2 443	3.4	3 757	3 757	0.0	413	413	0.0	0	14	0.0
Capitale-Nationale	6 741	6 842	1.5	7 520	7 520	0.0	2 299	2 409	4.8	282	445	57.8
Mauricie	2 337	2 376	1.7	3 204	3 204	0.0	218	218	0.0	20	20	0.0
Estrie	3 303	3 348	1.4	4 295	4 295	0.0	292	292	0.0	50	50	0.0
Montréal	20 982	21 118	0.6	13 117	13 117	0.0	15 777	16 297	3.3	2 587	2 609	0.9
Outaouais	4 037	4 099	1.5	5 093	5 093	0.0	859	877	2.1	0	24	0.0
Abitibi-Témiscamingue	1 529	1 579	3.3	2 330	2 330	0.0	80	80	0.0	0	0	0.0
Côte-Nord	968	1 024	5.8	1 332	1 332	0.0	0	0	0.0	0	0	0.0
Nord-du-Québec	2 063	2 166	5.0	322	322	0.0	21	21	0.0	0	0	0.0
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	705	712	1.0	1 342	1 342	0.0	23	23	0.0	0	0	0.0
Chaudière-Appalaches	3 347	3 428	2.4	5 710	5 710	0.0	673	669	-0.6	56	56	0.0
Laval	2 948	3 024	2.6	4 450	4 491	0.9	2 904	3 097	6.6	362	323	-10.8
Lanaudière	3 395	3 416	0.6	5 776	5 776	0.0	1 992	1 992	0.0	33	33	0.0
Laurentides	4 661	4 757	2.1	6 872	6 940	1.0	1 806	1 979	9.6	110	59	-46.4
Montréal	13 233	13 428	1.5	17 686	17 703	0.1	6 246	6 432	3.0	926	986	6.5
Centre-du-Québec	1 957	2 002	2.3	2 976	2 976	0.0	416	423	1.7	92	92	0.0
TOTAL	75 934	77 165	1.6	88 645	88 771	0.1	34 027	35 230	3.5	4 538	4 751	4.7

Le nombre de places qui seront autorisées et réalisées en 2008-2009 sera connu en juin 2008.

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations - 31 mars 2008
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 14 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP23

Titre

Taux d'occupation dans les services de garde en 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008

Exposé et statistiques

Le tableau suivant présente le taux d'occupation des enfants de 0 à 59 mois accueillis dans les services de garde de 2004-2005 à 2006-2007. Les données pour 2007-2008 seront disponibles à partir de décembre 2008.

Taux d'occupation des enfants de 0 à 59 mois accueillis dans les services de garde en 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 ¹			
Année financière	CPE	Milieu familial	Garderies subventionnées
2004-2005	94,44 %	81,83 %	98,00 %
2005-2006	94,43 %	84,17 %	98,93 %
2006-2007	95,13 %	83,17 %	98,57 %
2007-2008	Non disponible	Non disponible	Non disponible

Le taux d'occupation représente la proportion des places qui ont fait l'objet d'une entente de services avec les parents. Il se calcule comme suit en 2006-2007 :

$$\frac{\text{Somme des jours d'occupation contenus dans les ententes de services conclues avec les parents}}{(\text{nombre de places subventionnées annualisé} \times 260^1 \text{ jours})}$$

Les enfants ne sont pas nécessairement présents à chacun des jours d'occupation prévus à l'entente de service en raison des vacances, des maladies et des congés fériés (CPE et garderies).

La subvention du Ministère est calculée sur la base des jours d'occupation et non pas des jours de présence.

¹ Le nombre de places subventionnées est multiplié par 217 jours pour les bureaux coordonnateurs puisqu'ils ont été créés en juin 2006.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations, 1^{er} avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 7 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP24

Titre

Taux de présence réelle dans les services de garde 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008

Exposé et statistiques

Le tableau suivant présente le taux de présence des enfants de 0 à 59 mois accueillis dans les services de garde de 2004-2005 à 2006-2007. Les données pour 2007-2008 seront disponibles à partir de décembre 2008.

Taux de présence des enfants de 0 à 59 mois accueillis dans les services de garde en 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008				
Année financière	Installation de CPE	Milieu familial	Bureaux coordonnateurs	Garderies subventionnées
2004-2005	81,81 %	88,69 %	-	87,89 %
2005-2006	81,65 %	88,18 %	-	87,88 %
2006-2007	80,39 %	-	87,00 %	86,55 %
2007-2008	Non disponible	-	Non disponible	Non disponible

Le taux de présence représente le nombre de jours où les enfants étaient présents par rapport au nombre de jours d'occupation prévus aux ententes de services.

SOURCE :

Direction du financement et des immobilisations, 1 avril 2008.

COLLABORATION :

VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP25

Titre

Nombre de places récupérées par type de services de garde et par région pour l'année 2007-2008.

Exposé et statistiques

Aucune place n'a été récupérée dans le cadre de la normalisation des places à contribution réduite en 2007-2008.

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations - 31 mars 2008
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint –

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

036

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP26

Titre

Ventilation détaillée de la réaffectation des places récupérées pour l'année 2007-2008.

Exposé et statistiques

Aucune place n'a été récupérée dans le cadre de la normalisation des places à contribution réduite en 2007-2008.

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations - 31 mars 2008
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint –

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP27

Titre

Nombre d'enfants handicapés intégrés dans les services de garde en 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 triés par région et prévisions pour 2008-2009

Exposé et statistiques

Le tableau présente le nombre d'enfants handicapés accueillis dans les services de garde en 2005-2006 et en 2006-2007. Il s'agit d'enfants de 0 à 59 mois et de 60 mois et plus. Les données pour les années 2007-2008 et 2008-2009 seront disponibles respectivement à partir de décembre 2008 et décembre 2009.

Nombre d'enfants handicapés accueillis dans les services de garde en 2005-2006 et 2006-2007			
	Région administrative	2005-2006	2006-2007
01	Bas-St-Laurent	81	81
02	Saguenay - Lac-St-Jean	121	117
03	Capitale Nationale	383	398
04	Mauricie	77	68
05	Estrie	138	143
06	Montréal	796	867
07	Outaouais	95	102
08	Abitibi - Témiscamingue	48	29
09	Côte-Nord	18	19
10	Nord-du-Québec	28	33
11	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	28	34
12	Chaudière-Appalaches	194	177
13	Laval	174	180
14	Lanaudière	215	257
15	Laurentides	227	245
16	Montréal	752	753
17	Centre-du-Québec	96	82
	Ensemble du Québec	3 469	3 587

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations, 1^{er} avril 2008
COLLABORATION :
VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

038

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP28

Titre

Nombre de poupons dans les services de garde en 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 triés par région et prévisions pour 2008-2009

Exposé et statistiques

Les données pour les années 2007-2008 et 2008-2009 seront disponibles respectivement à partir de décembre 2008 et décembre 2009.

Nombre de poupons dans les services de garde en 2005-2006 et 2006-2007 par région administrative			
Région administrative		2005-2006	2006-2007
01	Bas-St-Laurent	722	754
02	Saguenay - Lac-St-Jean	1 201	1 258
03	Capitale Nationale	2 629	2 495
04	Mauricie	987	934
05	Estrie	1 388	1 389
06	Montréal	6 141	6 396
07	Outaouais	1 511	1 633
08	Abitibi - Témiscamingue	664	695
09	Côte-Nord	390	374
10	Nord-du-Québec	268	267
11	Gaspésie - Îles-de la-Madeleine	303	311
12	Chaudière-Appalaches	1 797	1 808
13	Laval	1 410	1 537
14	Lanaudière	1 658	1 664
15	Laurentides	1 962	1 996
16	Montérégie	5 473	5 668
17	Centre-du-Québec	924	957
Ensemble du Québec		29 427	30 136

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations, 1^{er} avril 2008
COLLABORATION :
VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

039

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP29

Titre

Nombre de places à contribution réduite par âge, par région au 31 mars 2008

Région	Nombre de places financées en CPE et en garderie au 31 mars 2008, par âge, par région		
	Poupons	18 mois et plus	Total
Bas-Saint-Laurent	165	1 246	1 411
Saguenay/ Lac-Saint-Jean	361	2 495	2 856
Capitale- Nationale	934	8 317	9 251
Mauricie	303	2 291	2 594
Estrie	414	3 226	3 640
Montréal	3 324	34 091	37 415
Outaouais	701	4 275	4 976
Abitibi- Témiscamingue	227	1 432	1 659
Côte-Nord	143	881	1 024
Nord-du- Québec	369	1 818	2 187
Gaspésie-Îles- de-la- Madeleine	80	655	735
Chaudière- Appalaches	573	3 524	4 097
Laval	624	5 497	6 121
Lanaudière	572	4 836	5 408
Laurentides	701	6 035	6 736
Montréal	2 229	17 631	19 860
Centre-du- Québec	293	2 132	2 425
Total	12 013	100 382	112 395
Nbre de places en milieu familial *			88 771
Grand total			201 166

* Le nombre de places accordé en milieu familial n'est pas spécifique à un groupe d'âge.

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations 31 mars 2008
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 7 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

040

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP30

Titre

Nombre d'enfants utilisant une place à contribution réduite et dont le parent est bénéficiaire d'un programme d'aide sociale ou de solidarité sociale au 31 mars 2006, 2007 et 2008. Ventilation par région.

Exposé et statistiques

Le tableau suivant présente le nombre d'enfants accueillis dans les services de garde dont les parents bénéficient de l'exemption de la contribution parentale par région administrative en 2005-2006 et 2006-2007. Les données pour 2007-2008 seront disponibles à partir de décembre 2008.

Nombre d'enfants dont les parents bénéficient de l'exemption de la contribution parentale en 2005-2006 et 2006-2007			
Région administrative		2005-2006	2006-2007
01	Bas-St-Laurent	288	249
02	Saguenay - Lac-St-Jean	388	361
03	Capitale Nationale	749	688
04	Mauricie	697	671
05	Estrie	591	526
06	Montréal	4614	4697
07	Outaouais	408	433
08	Abitibi - Témiscamingue	280	233
09	Côte-Nord	156	163
10	Nord-du-Québec	55	68
11	Gaspésie - Îles-de la-Madeleine	139	156
12	Chaudière-Appalaches	278	253
13	Laval	279	287
14	Lanaudière	601	556
15	Laurentides	494	442
16	Montréal	1576	1541
17	Centre-du-Québec	355	398
Ensemble du Québec		11 947	11 722

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations, 1 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP31

Titre

Coût totaux des places à contribution réduite, au 31 mars 2008, et prévisions pour l'année 2008-2009.

Exposé et statistiques

L'allocation de base est le type d'allocation qui reflète le plus les coûts totaux des places à contribution réduite (PCR) puisque les allocations supplémentaires et spécifiques sont des allocations répondant à des besoins particuliers pouvant différer d'un service de garde à l'autre.

COÛT DES PCR = ALLOCATION DE BASE	2007-2008	2008-2009
CPE et Bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial (BC) = allocation de base des installations + allocations accordées aux BC + allocation pour la rétribution de base des RSG	1 251,0 M\$	1 303,1 M\$
Garderies : allocation de base	306,4 M\$	332,6 M\$
TOTAL	1 557,4 M\$	1 635,7 M\$

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations - 5 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 7 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

042

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP32

Titre

Valeur de la contribution parentale par type de service de garde.

Exposé et statistiques

	Prévision 2008-2009	
	Contribution parentale	Contribution gouvernementale
CPE	13,8 %	86,2%
Garderie	16,3 %	83,7 %
Milieu familial	22,9 %	77,1 %
Moyenne (note)	17,1 %	82,9 %

Note : La moyenne est pondérée en tenant compte du nombre de places dans chaque type de services.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations - 4 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

043

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP33

Titre

État des travaux réalisés par le comité sectoriel d'équité salariale

LES ÉTAPES D'UNE DÉMARCHE D'ÉQUITÉ SALARIALE

1. Identifier les catégories d'emplois dans le secteur d'activité.
2. Comparer les catégories d'emplois à prédominance féminine avec les catégories d'emplois à prédominance masculine, au sein du secteur.
3. Estimer les écarts salariaux dans l'entreprise.
4. Déterminer les modalités de versement des ajustements salariaux.
5. Afficher les résultats dans l'entreprise.
6. Procéder au versement des ajustements salariaux.
7. Maintenir l'équité salariale dans l'entreprise.

LA RÉALISATION DE LA DÉMARCHE

En 2005, le comité sectoriel sur l'équité salariale dans les centres de la petite enfance a complété la première étape.

- La méthode retenue par le comité et approuvée par la Commission de l'équité salariale (octobre 2003) comporte l'évaluation de 17 sous-facteurs. (À titre d'exemple : autonomie, créativité, efforts physiques et responsabilités des personnes.)
- En juin 2003, un exercice de description des emplois a été mené. Les emplois ont été décrits de façon détaillée par 573 salariées qui les occupent.
- Le comité sectoriel a rédigé un guide de formation à l'intention des évaluateurs et un guide d'interprétation pour l'analyse des emplois, en fonction de la méthode des 17 sous-facteurs.
- En 2005, le comité sectoriel a terminé ses travaux : les analyses des emplois sont complétées.

La deuxième étape consiste, pour l'employeur, à comparer la rémunération des emplois à prédominance féminine avec la rémunération des emplois à prédominance masculine, prévus au *Règlement sur l'équité salariale dans les entreprises où il n'existe pas de catégories d'emplois à prédominance masculine*.

À compter d'avril 2005, la Table d'équité salariale regroupant le Ministère, l'AQCPE et la CSN a mené les discussions permettant de développer une démarche type d'équité salariale à proposer aux employeurs assujettis sur une base consensuelle. Les travaux se sont conclus le 19 septembre 2006 par la signature d'une entente de financement qui s'appuie sur l'ensemble des éléments de la démarche type d'équité salariale. Par la suite, cette entente a été signée avec la CSQ et la FTQ.

En septembre 2006, une entente de financement assure aux centres de la petite enfance, aux garderies subventionnés et aux bureaux coordonnateurs un financement adéquat de leur exercice d'équité salariale si cet exercice est mené en utilisant les paramètres contenus dans la démarche type d'équité salariale.

Dans la foulée des travaux, le Ministère, en collaboration avec l'AQCPE, a proposé des guides aux employeurs pour la comparaison des emplois masculins et féminins, tout comme ont été élaborés des outils pour déterminer les ajustements salariaux. Toutefois, il appartient à chaque employeur de compléter la démarche et d'en afficher les résultats au sein de son entreprise (étapes 3, 4 et 5).

L'affichage est prévu à l'étape 5 de la démarche. Il permet aux salariées d'être informées de la démarche, de demander des renseignements additionnels, de faire des observations et d'exercer éventuellement des recours auprès de la Commission de l'équité salariale.

Les ajustements salariaux sont versés depuis le 1^{er} avril 2007 et s'étalent en 5 versements égaux sur 4 ans, soit jusqu'au 31 mars 2012 (étape 6).

Quant à la dernière obligation de la démarche envers la loi (étape 7), toutes les entreprises doivent s'assurer du maintien de l'équité salariale lors de la modification ou de la création d'emplois. Le maintien doit également être assuré lors de la négociation ou du renouvellement d'une convention collective.

SOURCE : Direction des politiques administratives et de main-d'œuvre – 7 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint –

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

044

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 34. ET RP35

Titre

Nombre de plaintes et type de plaintes reçues par type de services de garde pour les années 2006-2007 et 2007-2008.

PLAINTES REÇUES À L'ÉGARD DES SERVICES DE GARDE AVEC PERMIS ET DU MILIEU FAMILIAL

Service de garde éducatifs et milieu familial Plaintes reçues								
	2006-2007				2007-2008			
Catégories	GPE	MF	Gard	Total	GPE	MF	Gard	Total
Accessibilité et continuité des services								
Expulsion	18	25	24	67	30	36	52	118
Liste d'attente	20	5	4	29	30	4	7	41
Refus d'accès	11	4	15	30	6	8	8	22
Total catégorie	49	34	43	126	66	48	67	181
Fonctionnement administratif								
Aspects Financiers	36	24	37	97	31	29	32	92
Comité de parents	0	0	20	20	0	0	19	19
Conseil d'administration	89	19	0	108	85	26	0	111
Fiche d'assiduité et fiche d'inscription	6	5	7	18	0	1	6	7
Mandats du BC	10	189	0	199	0	166	0	166
Permis	0	0	6	6	8	1	9	18
Programme d'activités	7	12	32	51	10	6	31	47
Programme Places contribution réduite	74	30	813	917	26	34	286	346
Régie interne	51	6	47	104	36	7	38	81
Total catégorie	273	285	962	1520	196	270	421	887
Personne en relation avec un service de garde								
Autre personne reliée à un service de garde en installation	6	0	8	14	4	0	7	11
Autre personne reliée à un service de garde en milieu familial	0	9	0	9	0	13	0	13
Éducateur	75	0	107	182	74	0	92	166
Gestionnaire	98	33	95	226	72	28	92	192
Responsable service de garde en milieu familial	0	93	0	93	0	103	0	103
Total catégorie	179	135	210	524	150	144	191	485
Santé et sécurité des enfants								
Accident ou maladie	13	0	15	28	16	2	14	32
Alimentation	18	6	109	133	29	10	83	122
Appareils de jeux et cour extérieure	12	2	17	31	11	3	27	41
Équipement	2	0	15	17	4	4	21	29
Hygiène	16	4	71	91	24	3	61	88
Locaux	20	4	45	69	15	4	42	61
Médicaments	2	0	2	4	0	0	5	5
Produits d'entretien et produits toxiques	1	0	4	5	1	1	0	2
Ratios	19	4	87	110	31	4	69	104
Total catégorie	103	20	365	488	131	31	322	484
Total des catégories	604	474	1580	2658	543	493	1001	2037

**PLAINTES REÇUES À L'ÉGARD DE
SERVICES DE GARDE SANS PERMIS**

045

Sans permis Plaintes reçues						
Plaintes	2006-2007			2007-2008		
	Milieu familial	Installation	Total	Milieu familial	Installation	Total
Sans permis en milieu familial	83	---	83	140	---	140
Sans permis en installation	---	65	65	---	69	69
Santé et sécurité	26	9	35	52	15	67
Utilisation du mot « garderie »	4	1	5	12	5	17
Comportements inappropriés ou dangereux	10	0	10	17	2	19
Total	123	75	198	221	91	312

SOURCE : Bureau des plaintes -- Le 7 avril 2008
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint --

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP36

Titre
Nombre d'infractions et types d'infractions par type de service de garde pour les années 2006-2007 et 2007-2008.

Exposé et statistiques				
Type d'infraction	Nombre d'infractions			
	Centres de la petite enfance		Garderies	
	2006-2007	2007-2008	2006-2007	2007-2008
Vérification de l'absence d'empêchement du personnel du service de garde	121	53	120	69
Cours de premiers soins	95	43	46	64
Ratio éducateur/enfants non conforme	4	3	7	15
Qualification du personnel	35	24	23	48
Aires de jeu intérieures non conformes	58	25	12	13
Équipements requis dans une installation incluant des espaces de rangement	133	110	67	76
Locaux équipés	126	112	91	122
Maintien des locaux propres	194	172	96	120
Sécurité des appareils de jeux extérieurs selon cinq éléments de la règle ACNOR	137	116	52	65
Mécanismes d'accès pour contrôler l'accès aux locaux où sont gardés les enfants	15	0	9	1
Liste des numéros de téléphone	41	17	41	42
Affichage du menu hebdomadaire	87	116	49	92
Médicaments (autorisation pour administration de médicaments, personne désignée, identification des médicaments et leur entreposage, maintien d'un registre pour l'administration des médicaments)	615	482	317	383
Étiquetage et entreposage sous clé des produits d'entretien et des produits toxiques	269	211	145	164
Fiche d'inscription (informations manquantes, conservation ou non remise au parent lorsque le service n'était plus requis)	162	112	101	109
Fiche d'assiduité (informations manquantes, mise à jour, conservation des documents 3 ans jusqu'à cessation de la prestation)	81	63	76	86
Dossier parental conservé à l'établissement non conforme	118	83	88	69
Article de la loi touchant la santé et la sécurité des enfants	30	2	19	0
Comité de parents absent ou non conforme	S/0	S/0	38	53

SOURCE : Direction de la planification et du soutien à la gestion – 1^{er} avril 2008
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 7 avril 2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP37

Titre

État de situation sur le Plan d'amélioration continue de la qualité incluant les deux volets : le volet de l'engagement qualité et celui sur le processus d'amélioration continue de la qualité ainsi que les sommes qui y ont été investies

Exposé et statistiques

Le Plan d'amélioration continue de la qualité, rendu public en mai 2004, comporte deux volets :

1. Un « engagement envers la qualité » pris par chaque service de garde en vue d'identifier des mesures d'amélioration de la qualité, d'en informer les parents et de leur rendre des comptes sur l'atteinte des objectifs fixés.
2. Une expérimentation d'un système d'agrément adapté pour les services de garde et basé sur un processus développé par le Conseil québécois d'agrément (CQA) pour les entreprises d'économie sociales.

L'adhésion des services de garde étant essentielle pour atteindre les résultats *Qualité* visés par ces deux approches, le développement des outils nécessaires à leur mise en œuvre s'est fait en concertation avec les associations et regroupements de services de garde.

Engagement-Qualité

Les travaux pour élaborer les textes de la Déclaration d'Engagement-Qualité ont été menés par un comité, sous la coordination du ministère, et composé de l'Association québécoise des centres de la petite enfance (AQCPE), l'Association des garderies privées du Québec (AGPQ), le Conseil québécois des centres de la petite enfance (CQCPE) et l'Association des éducatrices en milieu familial du Québec (AÉMFQ). À noter que cette dernière association s'est retirée après la deuxième rencontre.

Un plan d'action a été élaboré et présenté aux associations et regroupements en mars 2005. De plus, les textes de la Déclaration d'Engagement-Qualité ont été approuvés en avril 2005 par les associations nationales. Toutefois, en raison des changements législatifs et la création des bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial, la mise en place du Plan d'amélioration continue de la qualité a été reportée à l'été 2007. L'ensemble de la documentation inhérente à ce dossier a été mis à jour et les associations nationales ont été contactées afin de vérifier si elles maintenaient leur adhésion à cette démarche. En juillet 2007, le MFA a obtenu l'accord renouvelé de celles-ci, en ralliant, cette fois-ci, l'Association des éducatrices en milieu familial du Québec.

Toutes les associations nationales ont signé la Déclaration d'Engagement-Qualité. Au 31 mars 2008, 166 services de garde ont informé le Ministère qu'ils avaient signé la Déclaration d'Engagement-Qualité.

Processus d'agrément

L'agrément est un processus d'évaluation des diverses dimensions du fonctionnement d'un organisme en vue de certifier publiquement la qualité des services dispensés par celui-ci. Le CQA, en collaboration avec l'AQCPE, le CQCPE et l'AGPQ ont finalisé les travaux en vue d'adapter le processus pour les services de garde.

Selon la planification originale, il était prévu qu'à l'automne 2005, six (6) projets pilotes soient mis en place afin de valider le processus.

En date du 31 mars 2006, le CQA a livré la première partie de son mandat, à savoir : développer le cadre normatif de l'agrément. En mars 2007, il a mis à jour le processus d'agrément pour les services de garde afin de le rendre conforme à la nouvelle législation.

L'expérimentation de six (6) projets pilotes a débuté à l'automne 2007.

Le MFA accorde aux services de garde participant à ces projets pilotes, une subvention permettant de défrayer les coûts rattachés à l'expérimentation d'un processus d'agrément, soit la somme de 18 060 \$ par service de garde.

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations –
7 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 7 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

049

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP38

Titre

État de situation relativement à la mesure exceptionnelle de soutien à l'intégration dans les services de garde pour enfants handicapés ayant d'importants besoins, les sommes investies en 2007-2008 et le nombre d'enfants intégrés et prévisions pour 2008-2009

Exposé et statistiques

- La Mesure exceptionnelle de soutien est une mesure financée conjointement entre le ministère de la Santé et des Services sociaux et le ministère de la Famille et des Aînés.
- La Mesure exceptionnelle de soutien vise à favoriser l'intégration dans les services de garde éducatifs des enfants handicapés qui ont d'importants besoins.
- Pour favoriser l'intégration des enfants handicapés le MSSS et le MFA financent une ressource d'accompagnement auprès de l'enfant handicapé pour un maximum de 3 heures par jour.
- Le service de garde peut avoir accès à ce financement à la suite de la présentation d'une demande qui a été analysée et recommandée par un comité aviseur composé d'experts du domaine de la santé et des services sociaux ainsi que des services de garde éducatifs.

**Montants engagés par le MFA et le MSSS et nombre d'enfants handicapés
ayant bénéficié de la Mesure exceptionnelle de soutien entre 2006 et 2009**

Période	Budget MFA et MSSS	Nbre d'enfants
2006-2007	320 000 \$	98
2007-2008	540 000 \$	123
2008-2009	720 000 \$	n/d

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations – 1^{er} avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 8 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP39

Titre

Les rétributions totales versées aux responsables de services de garde en 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 pour les centres de la petite enfance et prévisions pour l'année 2008-2009.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En 2006-2007, la rétribution des responsables d'un service de garde en milieu familial (RSG) leur a été versée par les CPE durant les mois d'avril et mai. Depuis le 1^{er} juin 2006, ce sont les bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial qui assument cette fonction.

Rétribution totale des responsables d'un service de garde en milieu familial pour les centres de la petite enfance				
2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009
471,0 M\$	514,6 M\$ ¹	90,9 M\$ ²	s/o ³	s/o ³

¹ La rétribution est versée au CPE pour les RSG.

² En 2006-2007, la rétribution des responsables d'un service de garde en milieu familial (RSG) leur a été versée par les CPE durant les mois d'avril et mai seulement.

³ Depuis le 1^{er} juin 2006, ce sont les bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial qui assument cette fonction.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations - 4 avril 2008
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint – 7 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

051

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP40

Titre

État de situation sur le financement global des immobilisations.

Exposé et statistiques

Résumé du Programme

Le programme de financement global des immobilisations (PFGI) fournit aux CPE, sous forme de prêts, les ressources nécessaires pour réaliser des projets d'immobilisation à des conditions avantageuses. Le remboursement de l'emprunt, capital et intérêts, est couvert par la Subvention pour le financement global des immobilisations. Le CPE obtient son financement sous la forme d'un prêt intérimaire à décaissements progressifs qui est converti en prêt à terme lorsque le projet est complété. Le CPE désirant participer au programme doit signer une entente avec le Ministère déterminant les obligations réciproques de chacune des parties.

Historique

Le PFGI a été mis sur pied pour l'année financière 2002-2003. Le 21 décembre 2004, à la suite d'un appel d'offres, le Ministère a signé une entente avec la Banque Nationale du Canada. Le Ministère a renégocié cette entente 20 juin 2007 pour augmenter le volume de financement de 75 M\$ destinés à permettre notamment de financer les changements d'emplacement de CPE ou les travaux majeurs urgents et nécessaires.

Transfert des prêts de la CHQ vers la BNC

L'entente avec la Banque Nationale du Canada a déclenché une vaste opération de transfert, vers cette institution financière, des prêts que les CPE avaient avec la CHQ. Au 31 mars 2008, il restait 3 prêts à transférer.

Nombre de projets financés et niveau des prêts

En date du 31 mars 2008, 357 projets en cours de réalisation bénéficient du PFGI pour une valeur totale de projets autorisés de 260,6 M\$ et la valeur des décaissements totalise 245,7 M\$. La très grande majorité des projets financés a permis d'augmenter le nombre de places en CPE. Toutefois, environ 22,6 % de l'argent investi dans le programme a permis le changement d'emplacement de CPE ou des travaux majeurs urgents et nécessaires.

Au 31 mars 2008, 276 projets totalisant un investissement de 188,4 M\$ étaient complétés. Le Ministère a commencé à rembourser la dette sur ces projets le 1^{er} décembre 2005.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations – 1^{er} avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 8 avril 2008

entre : BUREAU DE NORMALISATION DU QUÉBEC une division administrative du CENTRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE DU QUÉBEC, personne morale de droit public légalement constituée et régie par la Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec (L.R.Q., c. C-8.1), ayant son siège au 333, rue Franquet, Québec (Québec) G1P 4C7, ici représenté par MM. Georges Archambault, président-directeur général, et Jacques Girard, directeur du Bureau de normalisation du Québec, et par M^{me} Marie-Claude Drouin, conseillère en développement des affaires, pour le Bureau de normalisation du Québec, tous dument autorisés tel qu'ils le déclarent.

(ci-après désigné le « BNQ »)

et : MINISTRE DE LA FAMILLE, pour et au nom du gouvernement du Québec située au 425, rue Saint-Amable, 4^e étage, Québec (Québec) G1R 4Z1, ici représentée par M^{me} Line Bérubé, sous-ministre adjointe par intérim des politiques, dument autorisée en vertu du Décret concernant les modalités de signature de certains actes, documents ou écrits du ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine (D-875-99 modifié par D-425-2002)

(ci-après désignée la « MINISTRE »)

1- Aux termes des dispositions énumérées ci-dessous, des conditions générales et de toute annexe incorporée aux présentes, la MINISTRE retient par les présentes les services du BNQ aux fins de réaliser les travaux suivants :

- développer un programme de certification des entreprises fondé sur une norme consensuelle spécifiant les pratiques minimales relatives à la conciliation du travail et de la famille en faveur de leurs employés, et ce, conformément au plan de travail BNQ 740-PT 37929-R2 ci-annexé. Plus particulièrement, la mise en place du programme comprend l'élaboration d'une norme consensuelle et d'un protocole de certification.

Le BNQ agira selon les règles de l'art dans la réalisation des travaux. L'obligation du BNQ en vertu du présent contrat en est une de moyens.

2- La MINISTRE accepte de payer au BNQ pour ses services un montant de 111 000 \$ qui couvrira notamment les dépenses reliées aux activités suivantes :

- 5 réunions du comité de normalisation afin de statuer sur la norme et 1 réunion de ce même comité pour donner suite à l'enquête publique;
- 3 réunions du comité mis en place pour statuer sur le contenu du protocole de certification.

Si le nombre de réunions réellement tenues par le comité de normalisation et le comité mis en place pour statuer sur le contenu du protocole de certification devait être différent, le coût du projet sera ajusté en conséquence à raison de 6 000 \$ par réunion en plus ou en moins. Dans le cas des réunions ajoutées, la tenue de chacune de celles-ci devra préalablement être autorisée par la MINISTRE.

En l'absence de consensus devant conduire à l'élaboration de la norme, la MINISTRE acceptera de payer pour la valeur réelle des services rendus et des travaux effectués jusqu'à la date où le BNQ en arrivera à cette conclusion sans autre compensation ni indemnité que ce soit.

La MINISTRE accepte également de payer au BNQ un montant additionnel de 10 000 \$ pour soutenir la gratuité de la diffusion de la norme et du protocole de certification. Dans ce cas, le BNQ rendra la norme et le protocole de certification disponibles gratuitement sur format papier (seuls les frais habituels de poste et de manutention seront facturés) et informatique en format PDF par l'intermédiaire de son site Internet. Afin de faciliter l'accès au format PDF de la norme et du protocole, la MINISTRE pourra insérer sur le site Internet du ministère de la Famille et des Aînés un hyperlien vers le site Internet du BNQ.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP41

Titre

État de situation sur le calcul de la proportion des frais de garde et d'éducation qui correspond à la rémunération du personnel éducateur à laquelle s'applique le facteur de modulation.

Exposé et statistiques

La question porte sur le facteur de modulation des CPE.

Le Ministère calcule cette proportion en utilisant les charges déclarées dans les rapports financiers vérifiés des CPE. La proportion obtenue est la moyenne pour l'ensemble des CPE.

Les contributions des CPE au régime d'assurance collective et au régime de retraite de leur personnel sont financées en sus de la subvention de fonctionnement. Ces charges doivent donc être retranchées du coût de la masse salariale du personnel éducateur pour calculer les coûts réellement assumés par les CPE.

La proportion est calculée comme suit :

A = Masse salariale du personnel éducateur (-) Allocation pour l'assurance collective
(-) Subvention pour le régime de retraite

B = Frais de garde et d'éducation (-) Allocation pour l'assurance collective
(-) Subvention pour le régime de retraite

A ÷ B = Proportion à laquelle le facteur de modulation s'applique.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations – 1 avril 2008
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint – 11 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

058

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche: RP42

Titre

Les montants économisés grâce à la rationalisation des subventions en 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 pour les centres de la petite enfance et prévisions pour 2008-2009.

Exposé et statistiques

2004-2005 : 20,5 M\$

La norme sur la rationalisation des coûts a été éliminée des règles budgétaires en 2005-2006.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations - 4 avril 2008
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint - 7 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP43

Titre

Les montants économisés grâce à la rationalisation de la subvention frais de garde et d'éducation en 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 pour les centres de la petite enfance.

Exposé et statistiques

La rationalisation des coûts a été éliminée des règles budgétaires en 2005-2006. Elle était établie sur certaines allocations de la subvention de fonctionnement du CPE, en excluant les montants accordés pour la rétribution des RSG.

La contribution des CPE équivalait à 2,625 % des allocations budgétaires assujetties.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations - 4 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint - 7 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

060

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP44

Titre

Les montants économisés grâce à la rationalisation de la subvention frais généraux en 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 pour les centres de la petite enfance.

Exposé et statistiques

La rationalisation des coûts a été éliminée des règles budgétaires en 2005-2006. Elle était établie sur certaines allocations de la subvention de fonctionnement du CPE, en excluant les montants accordés pour la rétribution des RSG.

La contribution des CPE équivalait à 2,625 % des allocations budgétaires assujetties.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations - 4 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 7 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP45

Titre

Les montants économisés grâce à la rationalisation de la subvention frais reliés aux locaux en 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 pour les centres de la petite enfance.

Exposé et statistiques

La rationalisation des coûts a été éliminée des règles budgétaires en 2005-2006. Elle était établie sur certaines allocations de la subvention de fonctionnement du CPE, en excluant les montants accordés pour la rétribution des RSG.

La contribution des CPE équivalait à 2,625 % des allocations budgétaires assujetties.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations - 4 avril 2008
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 7 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP46

Titre

Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet installation – à titre de frais de garde et d'éducation pour les années financières 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.

Exposé et statistiques

Le Ministère ne verse pas de sommes à titre de frais de garde et d'éducation, il reconnaît plutôt des dépenses admissibles à ce titre en fonction des barèmes prévus aux règles budgétaires.

Dépense admissible des installations des CPE au titre des frais de garde et d'éducation				
2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008 (probable)	2008-2009 (prévision)
593,0 M\$	605,3 M\$	655,3 M\$	707,0 M\$	738,5 M\$

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations - 4 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint – 7 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP47

Titre

Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet milieu familial – à titre de frais de garde et d'éducation pour les années financières 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008, et prévisions pour 2008-2009.

Exposé et statistiques

Les CPE n'ont plus de volet milieu familial depuis le 1^{er} juin 2006.

Le Ministère ne versait pas de sommes à titre de frais de garde et d'éducation, il reconnaissait plutôt des dépenses admissibles à ce titre en fonction des barèmes prévus aux règles budgétaires. Les frais de garde et d'éducation des composantes milieu familial incluaient la contribution parentale.

	2004-2005	2005-2006	2006-2007 (du 1 ^{er} avril au 31 mai 2006s)
CPE –Milieu familial Dépense admissible au titre des frais de garde et d'éducation en milieu familial	463,5 M\$	506,0 M\$	89,4 M\$

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations - 4 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint – 7 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP48

Titre

Sommes versées aux centres de la petite enfance à titre de frais de garde et d'éducation pour les années financières 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.

Exposé et statistiques

Le Ministère ne verse pas de sommes à titre de frais de garde et d'éducation, il reconnaît plutôt des dépenses admissibles à ce titre en fonction des barèmes prévus aux règles budgétaires. Les frais de garde et d'éducation incluent la contribution parentale.

Depuis le 1^{er} juin 2006, les CPE n'ont plus de volet milieu familial.

2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009 (prévision)
1 056,5 M\$	1 111,3 M\$	744,7 M\$	707,0 M\$	738,5 M\$

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations - 4 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint – 7 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP49

Titre

Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet installation – à titre de frais reliés aux locaux pour les années financières 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.

Exposé et statistiques

Le Ministère ne verse pas de sommes à titre de frais reliés aux locaux, il reconnaît des dépenses admissibles jusqu'à concurrence des maxima inscrits dans les règles budgétaires.

Dépense admissible des installations des CPE au titre des frais reliés aux locaux				
2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009 (prévision)
58,1 M\$	56,5 M\$	61,1 M\$	60,2 M\$	61,0 M\$

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations - 4 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint – 7 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

066

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50

Titre

Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet milieu familial - à titre de frais reliés aux locaux pour les années financières 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.

Exposé et statistiques

Le Ministère ne verse pas de sommes à titre de frais reliés aux locaux, il reconnaît des dépenses admissibles à ce titre jusqu'à concurrence des maxima prévus aux règles budgétaires.

Les CPE n'ont plus de volet milieu familial depuis le 1^{er} juin 2006.

	2004-2005	2005-2006	2006-2007 1 ^e avril au 31 mai 2006
CPE – milieu familial Dépense admissible au titre des frais reliés aux locaux	6,4 M\$	6,3 M\$	1,0 M\$

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations - 4 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint – 7 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

067

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP51

Titre

Sommes versées aux centres de la petite enfance à titre de frais reliés aux locaux pour les années financières 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.

Exposé et statistiques

Le Ministère ne verse pas de sommes à titre de frais reliés aux locaux, il reconnaît des dépenses admissibles jusqu'à concurrence des maxima inscrits dans les règles budgétaires.

Depuis le 1^{er} juin 2006, les CPE n'ont plus de volet milieu familial.

2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009 (prévision)
64,5M\$	62,8 M\$	62,1 M\$	60,2 M\$	61,0 M\$

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations - 4 avril 2008
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint – 7 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

068

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP52

Titre

Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet installation – à titre de frais généraux pour les années financières 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007- 2008 et prévisions pour 2008-2009.

Exposé et statistiques

Le Ministère ne verse pas de sommes à titre de frais généraux, il reconnaît plutôt des dépenses admissibles à ce titre en fonction des barèmes prévus aux règles budgétaires.

Dépenses admissibles des CPE – installations,				
2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009
140,8 M\$	128,5 M\$	150,6 M\$	156,8 M\$	169,7 M\$

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations, 4 avril 2008
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint – 7 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP53

Titre

Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet milieu familial - à titre de frais généraux pour les années financières 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.

Exposé et statistiques

Le Ministère ne verse pas de sommes à titre de frais généraux, il reconnaît plutôt des dépenses admissibles à ce titre jusqu'à concurrence des maxima prévus aux règles budgétaires.

Les CPE n'ont plus de volet milieu familial depuis le 1^{er} juin 2006.

	2004-2005	2005-2006	2006-2007 1 ^e avril au 31 mai 2006
CPE – milieu familial Dépense admissible au titre des frais généraux	105,5 M\$	81,6 M\$	9,6 M\$

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations - 4 avril 2008
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint – 14 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP54

Titre

Sommes versées aux centres de la petite enfance à titre de frais généraux pour les années financières 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.

Exposé et statistiques

Le Ministère ne verse pas de sommes à titre de frais généraux, il reconnaît plutôt des dépenses admissibles à ce titre en fonction des barèmes prévus aux règles budgétaires.

Depuis le 1^{er} juin 2006, les CPE n'ont plus de volet milieu familial.

2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009 (prévision)
246,3 M\$	210,1 M\$	160,2 M\$	156,8 M\$	169,7 M\$

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations - 4 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint – 14 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP55

Titre

Allocations aux centres de la petite enfance en distinguant selon le type de service et la région administrative :

- Allocation pour l'exemption de la contribution parentale (ECP) 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.
- Allocation compensatoire liée au protocole d'entente CPE-CSSS 2006-2007, 2007-2008 et prévisions 2008-2009.
- Allocation pour une installation recevant des enfants issus d'un milieu défavorisé 2005-2006, 2006-2007, et 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.
- Allocation pour les places à contribution réduite offertes aux enfants d'âge scolaire (PCRS) 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.
- Allocation pour l'intégration d'un enfant handicapé 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009
 - Volet A;
 - Volet B

Exposé et statistiques

Le Ministère ne compile pas les allocations supplémentaires et spécifiques par région administrative puisqu'elles font partie de la subvention annuelle.

	CPE		
	2006-2007	2007-2008 (projection)	2008-2009 (prévision)
a. Allocation pour l'exemption de la contribution parentale	5,4 M\$	5,6 M\$	5,6 M\$
b. Allocation compensatoire CPE-CSSS	0,6 M\$	0,4 M\$	1,1 M\$
c. Allocation pour une installation recevant des enfants issus d'un milieu défavorisé	9,0 M\$	10,0 M\$	10,0 M\$
d. Allocation pour les places à contribution réduite offertes aux enfants d'âge scolaire (PCRS)	0,05 M\$	0,03 M\$	0,05 M\$
e. Allocation pour l'intégration d'un enfant handicapé			
i. Volet A	0,5 M\$	0,3 M\$	1,2 M\$
ii. Volet B	14,5 M\$	16,5 M\$	16,3 M\$

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations - 4 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint - 14 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP56

Titre

Surplus dans les centres de la petite enfance :

- a. Liste des centres de la petite enfance ayant cumulé des surplus supérieurs à ceux permis par les règles budgétaires du ministère pour l'année 2007-2008;
- b. Les économies réalisées par le ministère en 2006-2007 par la récupération des surplus;
- c. Les économies réalisées par le ministère en 2007-2008 par la récupération des surplus;
- d. La somme des montants qui sont toujours en réévaluation pour l'année 2007-2008;

Exposé et statistiques

En 2007-2008, aucune limite n'a été fixée pour le montant des surplus que pouvaient cumuler les centres de la petite enfance dans les règles budgétaires.

De plus, l'application de la norme sur la récupération des surplus a été suspendue en 2006-2007.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations - 1^{er} avril 2008
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 7 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

073

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP57

Titre

Le nombre et la liste des centres de la petite enfance en déficit d'opération en 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 et prévisions 2008-2009. Cette même donnée triée par région.

Exposé et statistiques

Le nombre de CPE déficitaires selon la région pour les années 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 est présenté au tableau suivant.

Le ministère n'est pas en mesure de faire des projections des déficits d'opération pour les années 2007-2008 et 2008-2009. Ces données seront connues respectivement à partir de décembre 2008 et décembre 2009.

CPE ayant terminé l'une des années financières 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 avec un déficit d'opération				
Région administrative		2004-2005	2005-2006	2006-2007
01	Bas-St-Laurent	7	8	8
02	Saguenay - Lac-St-Jean	15	6	6
03	Capitale Nationale	29	38	20
04	Mauricie	12	14	10
05	Estrie	18	14	9
06	Montréal	85	125	59
07	Outaouais	14	14	9
08	Abitibi - Témiscamingue	9	11	12
09	Côte-Nord	6	11	6
10	Nord-du-Québec	4	8	4
11	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	4	4	2
12	Chaudière-Appalaches	11	15	12
13	Laval	14	12	11
14	Lanaudière	9	7	4
15	Laurentides	16	15	9
16	Montérégie	39	53	24
17	Centre-du-Québec	6	7	5
Ensemble du Québec		298	362	210

La liste des centres de la petite enfance ayant terminé une de ces années financières avec un déficit d'opération ne peut être divulguée puisqu'il s'agit de données à caractère confidentiel dont le Ministère est le seul dépositaire.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations, 1^{er} avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 7 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

074

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP58

Titre

1. Le nombre d'ETC (équivalent temps complet) pour chacune des années financières suivantes : 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009 pour chacun des postes suivants :
 - a. Personnel éducateur formé;
 - b. Personnel éducateur non formé;
 - c. Commis-comptable;
 - d. Secrétaire comptable;
 - e. Secrétaire;
 - f. Cuisinier;
 - g. Préposé à l'entretien ménager;
 - h. Conseiller pédagogique;
 - i. Gestionnaire de niveau 1;
 - j. Gestionnaire de niveau 2;
 - k. Gestionnaire de niveau 3;
 - l. Aide-éducatrice;

Exposé et statistiques

En 2006-2007, il y avait dans les centres de la petite enfance 19 824 postes à temps plein. On estime qu'en 2007-2008 il y aura environ 20 146 postes à temps plein, soit une augmentation de 1,6 %. L'augmentation des ETC est calculée en fonction du développement des places dans les CPE.

La classification des emplois est déterminée selon les catégories convenues au Guide administratif concernant la classification et la rémunération du personnel salarié des services de garde.

ETC	CPE	
	2006-2007	2007-2008 (estimation)
Educatrice qualifiée	11 367	11 551
Educatrice non qualifiée	4 251	4 320
Gestionnaire niveau 3	708	719
Gestionnaire niveau 2	566	575
Gestionnaire niveau 1	406	413
Commis comptable ou secrétaire comptable	289	294
Secrétaire-réceptionniste	100	102
Adjointe administrative	119	121
Agente-conseil en soutien pédagogique et technique	220	224
Agente de conformité	34	35
Aide-éducatrice	202	205
Responsable de l'alimentation ou cuisinière	1 168	1 187
Préposée	394	400
	19 824	20 146

Il n'est pas possible de déterminer les prévisions pour 2008-2009.

ETC = 1 664 heures/année pour les éducatrices et 1 825 heures/année pour les autres personnels

SOURCE : Direction des politiques administratives et de main-d'œuvre – 4 avril 2008

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 8 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP59

Titre

Le salaire moyen versé pour chacun de ces postes et pour chacune des années financières suivantes : 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009 pour chacun des postes suivants :

- a) Personnel éducateur formé;
- b) Personnel éducateur non formé;
- c) Commis-comptable;
- d) Secrétaire-comptable;
- e) Secrétaire;
- f) Cuisinier;
- g) Préposé à l'entretien ménager;
- h) Conseiller pédagogique;
- i) Gestionnaire de niveau 1;
- j) Gestionnaire de niveau 2;
- k) Gestionnaire de niveau 3;
- l) Aide-éducatrice.

Le salaire moyen est calculé en divisant la rémunération du rapport financier 2006-2007 transmis par les centres de la petite enfance par le nombre d'ETC. L'estimation 2007-2008 inclut la progression liée au changement d'échelon, l'ajustement d'équité salariale et l'augmentation salariale de 2 % au 1^{er} avril 2007.

Catégorie d'emploi selon le Guide de classification	Salaire moyen versé / an dans les CPE	
	2006-2007	2007-2008 (estimation)
Personnel éducateur qualifié	28 324 \$	29 929 \$
Personnel éducateur non qualifié;	23 293 \$	24 858 \$
Adjointe administrative	34 497 \$	36 009 \$
Commis comptable ou secrétaire-comptable	29 016 \$	29 987 \$
Secrétaire-réceptionniste	24 922 \$	26 117 \$
Responsable de l'alimentation ou cuisinière	27 759 \$	28 954 \$
Préposée	22 627 \$	23 100 \$
Agente-conseil en soutien pédagogique et technique	34 868 \$	36 545 \$
Gestionnaire de niveau 1	37 335 \$	38 540 \$
Gestionnaire de niveau 2	47 347 \$	49 478 \$
Gestionnaire de niveau 3	55 523 \$	58 022 \$
Aide-éducatrice	24 315 \$	25 722 \$

Il n'est pas possible de déterminer les prévisions pour 2008-2009.

SOURCE : Direction des politiques administratives et de main-d'œuvre – 4 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 9 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

076

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP60

Titre

Le nombre d'heures rémunérées du personnel éducateur pour chacune des années financières suivantes : 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.

Exposé et statistiques

On estime que l'augmentation des heures rémunérées sera d'environ 1,6 % de 2006-2007 à 2007-2008.

L'augmentation des heures rémunérées est calculée en fonction du développement des places au permis en installation.

<u>En heures rémunérées</u>	2006-2007	2007-2008 (estimation)¹
Éducatrice qualifiée	18 914 688	19 220 864
Éducatrice non qualifiée	7 073 664	7 188 480
TOTAL	25 988 352	26 409 344

Il n'est pas possible de déterminer des prévisions pour 2008-2009.

1 Les données seront produites aux rapports financiers 2007-2008, disponibles en décembre 2008.

SOURCE :

Direction des politiques administratives et de main-d'œuvre –
4 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION :

Bureau du sous-ministre adjoint – 8 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

077

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP61

Titre

L'estimation de la masse salariale consacrée au personnel éducateur des centres de la petite enfance pour chacune des années financières suivantes : 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.

Exposé et statistiques

On estime que l'augmentation de la masse salariale sera d'un peu plus de 7,6 % de 2006-2007 à 2007-2008. Cette estimation comprend, pour l'ensemble du personnel, les augmentations de salaire liées au changement d'échelon, l'ajustement d'équité salariale, l'augmentation salariale de 2 % au 1^{er} avril 2007 et le développement des places en installation.

On suppose aussi que la main-d'œuvre qui entrera en fonction dans le réseau en 2007-2008 a le même profil que celle déjà en poste en 2006-2007.

Années financières	Masse salariale du personnel éducateur
2004-2005	495 608 298 \$
2005-2006	517 627 251 \$
2006-2007	545 283 614 \$
2007-2008 (estimation)	586 888 754 \$

Il n'est pas possible de déterminer des prévisions pour 2008-2009.

SOURCE :

Direction des politiques administratives et de main-d'œuvre –
4 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION :

Bureau du sous-ministre adjoint – 8 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP62

Titre

État de situation relativement au facteur de modulation pour les garderies.

Exposé

Le facteur de modulation des frais variables des garderies est un mécanisme de redistribution budgétaire qui permet de reconnaître les efforts déployés par les garderies subventionnées en terme de qualification et de rémunération du personnel éducateur. L'Association des Garderies Privées du Québec (AGPQ) a appuyé l'implantation de ce nouvel élément du calcul de la subvention annuelle des garderies subventionnées.

Le facteur de modulation global s'applique uniquement à la portion des frais variables que représente la masse salariale du personnel éducateur. Il se compose de deux sous-facteurs : la rémunération horaire moyenne et le taux de qualification du personnel éducateur.

Le poids relatif des deux sous-facteurs était :

- pour la rémunération horaire moyenne : 65% en 2006-2007 et 60% en 2007-2008;
- pour le taux de qualification : 35% en 2006-2007 et 40% en 2007-2008.

C'est la combinaison des deux sous-facteurs qui détermine si la subvention de la garderie est augmentée, diminuée ou n'est pas touchée. Une faiblesse dans l'un des deux facteurs peut donc être compensée par la force dans le second. Le calcul du facteur de modulation applicable à la subvention de 2007-2008 a été établi avec les données des rapports financiers vérifiés de 2006-2007.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations – 2 avril 2008
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 7 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP63

Titre

La rémunération moyenne horaire pondérée provinciale du personnel éducateur (utilisée pour le calcul du facteur de modulation) pour chacune des années financières : 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.

Exposé et statistiques

Bien que la question ne précise pas de quel type de services de garde, précisons qu'il s'agit des garderies.

Année financière	Rémunération horaire pondérée provinciale du personnel éducateur
2005-2006	12,81 \$
2006-2007	13,22 \$
2007-2008	13,70 \$

Les prévisions pour 2008-2009 ne sont pas disponibles et dépendent de plusieurs facteurs externes au Ministère.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations – 8 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint – 8 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

080

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP64

Titre

Les montants économisés grâce à la rationalisation des subventions en 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 pour les garderies.

Exposé et statistiques

2004-2005 : 6,0 M\$

La norme sur la rationalisation des coûts a été éliminée des règles budgétaires en 2005-2006.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations - 4 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint – 7 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP65

Titre

Les montants économisés grâce à la rationalisation de la subvention pour frais variables en 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 pour les garderies.

Exposé et statistiques

La rationalisation des coûts était établie sur les allocations de base et spécifiques de la subvention annuelle de la garderie.

La contribution des garderies à l'effort de rationalisation des coûts était de 2,625 %.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations - 4 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint – 7 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP66

Titre

Les sommes versées à titre de subvention pour frais variables en 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 pour les garderies.

Exposé et statistiques

Le Ministère ne verse pas de sommes à titre de frais variables, il reconnaît plutôt des dépenses admissibles à ce titre en fonction des barèmes prévus aux règles budgétaires.

	2005-2006	2006-2007	2007-2008
Garderies subventionnées			
Dépense admissible au titre des frais variables	242,0 M\$	274,5 M\$	296,3 M\$

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations, 4 avril 2008
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint – 7 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

083

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP67

Titre

Les sommes versées à titre de subvention pour frais de base en 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 pour les garderies.

Exposé et statistiques

Le Ministère ne verse pas de sommes à titre de frais de base, il reconnaît plutôt des dépenses admissibles à ce titre en fonction des barèmes prévus aux règles budgétaires.

	2005-2006	2006-2007	2007-2008
Garderies subventionnées			
Dépense admissible au titre des frais de base	61,9 M\$	68,1 M\$	72,3 M\$

SOURCE :

Direction du financement et des immobilisations, 4 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION:

Bureau du sous-ministre adjoint – 7 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP68

Titre

Allocations aux garderies et selon la région administrative.

- a. Allocation pour l'exemption de la contribution parentale (ECP) – 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009;
- b. Allocation compensatoire liée au protocole d'entente Garderie-CSSS – 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009;
- c. Allocation pour une garderie recevant des enfants issus d'un milieu défavorisé – 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009;
- d. Allocation pour les places à contribution réduite offertes aux enfants d'âge scolaire (PCRS) – 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009;
- e. Allocation pour l'intégration d'un enfant handicapé – 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.
 - i. Volet A;
 - ii. Volet B;

Exposé et statistiques

Le Ministère ne compile pas les allocations supplémentaires et spécifiques par région administrative puisqu'elles font partie de la subvention annuelle.

	2006-2007	2007-2008	2008-2009 (prévision)
a. Allocation pour l'exemption de la contribution parentale	1,8 M\$	1,8 M\$	1,9 M\$
b. Allocation compensatoire Garderie-CSSS	N/A	0,025 M\$	0,5 M\$
c. Allocation pour une garderie recevant des enfants issus d'un milieu défavorisé	2,7 M\$	2,8 M\$	3,2 M\$
d. Allocation pour les places à contribution réduite offertes aux enfants d'âge scolaire (PCRS)	0,001 M\$	0,001 M\$	0,05 M\$
e. Allocation pour l'intégration d'un enfant handicapé			
i. Volet A	0,1 M\$	0,1 M\$	0,1 M\$
ii. Volet B	2,5 M\$	3,2 M\$	3,0 M\$

SOURCE :

Direction du financement et des immobilisations – 4 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION :

Bureau du sous-ministre adjoint – 15 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

085

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP69

Titre

Le nombre d'ETC (équivalent temps complet) pour chacune des années financières suivantes : 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009 pour chacun des postes suivants dans les garderies :

- a. Personnel éducateur formé;
- b. Personnel éducateur non formé;
- c. Commis-comptable;
- d. Secrétaire comptable;
- e. Secrétaire;
- f. Cuisinier;
- g. Préposé à l'entretien ménager;
- h. Conseiller pédagogique;
- i. Gestionnaire de niveau 1;
- j. Gestionnaire de niveau 2;
- k. Gestionnaire de niveau 3;
- l. Aide-éducatrice.

Exposé et statistiques

Les données sur les emplois en garderie sont tirées des rapports financiers transmis uniquement par les garderies subventionnées et seules des informations sur le personnel éducateur y sont demandées.

En 2006-2007, il y avait dans les garderies subventionnées 5 723 emplois d'éducatrices à temps plein. On estime qu'en 2007-2008 il y aurait environ 5 925 emplois d'éducatrices à temps plein, soit une augmentation de 3,5 %. L'augmentation des ETC est calculée en fonction du développement des places.

	Nombre de ETC	
	2006-2007	2007-2008 (estimation)
Éducatrice qualifiée	3 001	3 107
Éducatrice non qualifiée	2 722	2 818
TOTAL	5 723	5 925

Pour 2007-2008, il s'agit d'estimation, les données des rapports financiers seront disponibles en décembre 2008.

ETC = 1 664 heures / année pour le personne éducateur.

SOURCE : Direction des politiques administratives et de main d'œuvre – 4 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 8 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

086

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP70

Titre

Le salaire moyen versé pour chacun de ces postes et pour chacune des années financières suivantes : 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009 pour chacun des postes suivants dans les garderies :

- a. Personnel éducateur formé;
- b. Personnel éducateur non formé;
- c. Commis comptable;
- d. Secrétaire comptable;
- e. Secrétaire;
- f. Cuisinier;
- g. Préposé à l'entretien ménager;
- h. Conseiller pédagogique;
- i. Gestionnaire de niveau 1;
- j. Gestionnaire de niveau 2;
- k. Gestionnaire de niveau 3;
- l. Aide-éducatrice.

Exposé et statistiques

Les données sur les emplois en garderie sont tirées des rapports financiers transmis uniquement par les garderies subventionnées et seules des informations sur le personnel éducateur y sont demandées.

	Salaire annuel moyen	
	2006-2007	2007-2008 (estimation)
Éducatrice qualifiée	25 617 \$	27 069 \$
Éducatrice non qualifiée	20 541 \$	21 922 \$
MOYENNE	23 203 \$	24 574 \$

Pour 2007-2008, il s'agit d'estimation, les données des rapports financiers seront disponibles en décembre 2008.

SOURCE :

Direction des politiques administratives et de main-d'œuvre
4 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION :

Bureau du sous-ministre adjoint –

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

087

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP71

Titre

Le nombre d'heures rémunérées du personnel éducateur des garderies pour chacune des années financières suivantes : 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.

Exposé et statistiques

On estime que l'augmentation des heures rémunérées sera d'environ 3,5 % de 2006-2007 à 2007-2008, selon le développement des places en garderies subventionnées.

	Heures rémunérées	
	2006-2007	2007-2008 (estimation)
Éducatrice qualifiée	4 993 664	5 170 048
Éducatrice non qualifiée	4 529 408	4 689 152
TOTAL	9 523 072	9 859 200

Pour 2007-2008, il s'agit d'estimation, les données des rapports financiers seront disponibles en décembre 2008.

SOURCE :

Direction des politiques administratives et de main-d'œuvre –
4 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION:

Bureau du sous-ministre adjoint –

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

083

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP72

Titre

L'estimation de la masse salariale consacrée au personnel éducateur des garderies subventionnées pour chacune des années financières suivantes : 2006-2007, 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009.

Exposé et statistiques

On estime que l'augmentation de la masse salariale pour le personnel éducateur sera d'environ 9,7 % de 2006-2007 à 2007-2008. Cette estimation comprend les augmentations de salaire liées au changement d'échelon, l'augmentation de l'échelle salariale de 2 % au 1^{er} avril 2007, l'ajustement d'équité salariale et le développement des places.

On suppose également aussi que la main-d'œuvre qui entrera en fonction en 2007-2008 a le même profil que celle déjà en poste en 2006-2007.

	Masse salariale du personnel éducateur
2006-2007	163 302 939 \$
2007-2008 (estimation)	179 078 003 \$

Il n'est pas possible de déterminer des prévisions pour 2008-2009.

SOURCE : Direction des politiques administratives et de main-d'œuvre –
4 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint –

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

089

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP73

Titre

Ventilation, par région, des demandes de permis par des garderies à but lucratif depuis juin 2004 ainsi que le nombre de permis émis, toujours par région, à ce jour, pour ce type de garderie.

Exposé et statistiques

DEMANDES DE PERMIS DES GARDERIES À BUT LUCRATIF

Nombre de demandes reçues et de permis émis à des garderies à but lucratif depuis 2004-2005										
	2004-2005		2005-2006		2006-2007		2007-2008		TOTAL	
Régions	Nbre de demandes reçues	Nbre de permis émis	Nbre de demandes reçues	Nbre de permis émis	Nbre de demandes reçues	Permis émis	Nbre de demandes reçues	Permis émis	Nbre de demandes reçues	Permis émis
Bas-St-Laurent	3	0	1	0	1	2	0	0	5	2
Saguenay/Lac- St-Jean	2	0	0	1	3	0	6	0	11	1
Capitale- Nationale	2	2	6	6	6	6	10	6	24	20
Mauricie	2	1	0	0	0	0	0	0	2	1
Estrie	1	0	2	2	0	1	1	0	4	3
Montréal	155	18	36	24	15	22	82	13	288	77
Outaouais	4	0	4	6	3	1	15	1	26	8
Abitibi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Côte-Nord	2	0	0	0	0	0	1	0	3	0
Nord-du-Québec	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1
Gaspésie/Îles- de-la-Madeleine	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Chaudière- Appalaches	3	1	0	4	4	0	6	0	13	5
Laval	23	3	8	5	2	5	17	4	50	17
Lanaudière	9	1	3	4	4	2	11	0	27	7
Laurentides	17	1	16	7	9	1	23	2	65	11
Montréal	67	4	11	7	11	7	34	2	123	20
Centre-du- Québec	4	0	0	5	0	1	3	0	7	6
TOTAL	294	31	87	51	58	49	209	28	648	179

Les données sont par année budgétaire.

SOURCE : Équipe de gestion de projets et pilotage – 5 avril 2008
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 7 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

090

de fiche : RP74

Titre : Nombre de nouvelles places en services de garde créées depuis 1994 avec l'évolution à chaque année par type de service de garde et par région et prévisions pour 2008-2009. Ventilation par région.

Exposé et statistiques

Les tableaux suivants présentent depuis le début du Programme de place à contribution réduite en 1997 l'évolution du nombre de places subventionnées et non subventionnées créées en services de garde par type de service de garde et par région.

RÉGIONS	1 ^{er} avril 1997 au 31 mars 1998			1 ^{er} avril 1998 au 31 mars 1999			1 ^{er} avril 1999 au 31 mars 2000		
	CPE/Gard.	Milieu familial	TOTAL	CPE/Gard.	Milieu familial	TOTAL	CPE/Gard.	Milieu familial	TOTAL
Bas-Saint-Laurent	17	80	97	58	275	333	65	165	230
Saguenay-Lac-Saint-Jean	18	50	68	128	660	788	279	507	786
Capitale-Nationale	47	128	175	340	1 410	1 750	653	580	1 233
Mauricie	- 101	0	- 101	105	305	410	168	565	733
Estrie	58	0	58	116	937	1 053	217	608	825
Montréal	578	- 4	574	781	954	1 735	1 141	1 342	2 483
Outaouais	211	300	511	82	550	632	377	765	1 142
Abitibi-Témiscamingue	37	50	87	24	315	339	76	254	330
Côte-Nord	0	8	8	82	225	307	54	250	304
Nord-du-Québec	67	0	67	289	0	289	197	70	267
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	20	100	120	- 9	115	106	46	250	296
Chaudière-Appalaches	89	277	366	120	1 008	1 128	447	832	1 279
Laval	432	169	601	33	356	389	282	966	1 248
Lanaudière	57	48	105	62	863	925	257	1 168	1 425
Laurentides	- 42	2	- 40	93	457	550	227	1 037	1 264
Montréal	517	225	742	853	2 239	3 092	1 189	2 098	3 287
Centre-du-Québec	0	0	0	184	386	570	114	609	723
TOTAL	2 005	1 433	3 438	3 341	11 055	14 396	5 724	11 901	17 855

N.B. De 1997 à 2003, les données sur les CPE et les garderies sont regroupées.

RÉGIONS	1 ^{er} avril 2000 au 31 mars 2001			1 ^{er} avril 2001 au 31 mars 2002			1 ^{er} avril 2002 au 31 mars 2003		
	CPE/Gard.	Milieu familial	TOTAL	CPE/Gard.	Milieu familial	TOTAL	CPE/Gard.	Milieu familial	TOTAL
Bas-Saint-Laurent	160	204	364	95	42	137	40	91	131
Saguenay-Lac-Saint-Jean	358	282	640	75	170	245	189	219	408
Capitale-Nationale	429	978	1 407	478	32	510	177	905	1 082
Mauricie	293	190	483	128	281	409	142	256	398
Estrie	168	395	563	228	285	513	75	475	550
Montréal	1 627	2 476	4 103	2 023	1 619	3 642	1 598	2 477	4 075
Outaouais	298	485	783	263	299	562	35	490	525
Abitibi-Témiscamingue	210	330	540	185	165	350	295	439	734
Côte-Nord	92	18	110	147	61	208	91	107	198
Nord-du-Québec	36	78	114	447	0	447	171	111	282
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	104	89	193	0	73	73	31	35	66
Chaudière-Appalaches	313	455	768	275	250	525	128	687	815
Laval	310	605	915	274	350	624	319	899	1 218
Lanaudière	639	648	1 287	286	210	496	355	1 240	1 595
Laurentides	232	1 202	1 434	477	555	1 032	404	1 557	1 961
Montréal	2 136	2 410	4 546	1 553	1 772	3 325	1 173	2 650	3 823
Centre-du-Québec	195	252	447	202	50	252	69	524	593
TOTAL	7 600	11 097	18 697	7 136	6 214	13 350	5 292	13 162	18 454

Régions	1 ^{er} avril 2003 au 31 mars 2004				1 ^{er} avril 2004 au 31 mars 2005			
	CPE	Garderie subv. et non subv.	Milieu familial	TOTAL	CPE	Garderie subv. et non subv.	Milieu familial	TOTAL
Bas-Saint-Laurent	177	0	1	178	42	0	8	50
Saguenay-Lac-Saint-Jean	88	36	425	549	134	55	197	386
Capitale-Nationale	132	190	437	759	242	148	318	708
Mauricie	181	0	329	510	73	54	0	127
Estrie	102	26	382	510	185	0	95	280
Montréal	949	1 822	1 286	4 057	599	1 458	1 115	3 172
Outaouais	246	0	458	704	432	175	413	1 020
Abitibi-Témiscamingue	45	0	62	107	115	15	280	410
Côte-Nord	47	0	44	91	4	0	20	24
Nord-du-Québec	0	0	18	18	179	0	0	179
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	60	0	20	80	82	3	34	119
Chaudière-Appalaches	297	37	106	440	55	52	203	310
Laval	318	230	229	777	72	190	161	423
Lanaudière	272	72	271	615	225	205	431	861
Laurentides	746	141	409	1 296	656	137	615	1 408
Montréal	1 231	510	2 049	3 790	533	696	1 211	2 440
Centre-du-Québec	44	13	163	220	155	0	47	202
TOTAL	4 935	3 077	6 689	14 701	3 783	3 188	5 148	12 119

Région	1 ^{er} avril 2005 au 31 mars 2006				1 ^{er} avril 2006 au 31 mars 2007			
	CPE	Garderie subv. et non subv.	Milieu familial	TOTAL	CPE	Garderie subv. et non subv.	Milieu familial	TOTAL
Bas-Saint-Laurent	8	0	13	21	5	28	229	262
Saguenay-Lac-Saint-Jean	67	84	84	235	2	1	113	116
Capitale-Nationale	182	265	223	670	51	111	127	289
Mauricie	35	24	0	59	0	0	183	183
Estrie	44	62	50	156	-1	39	69	107
Montréal	809	1 257	460	2 526	302	747	-645	810
Outaouais	161	341	44	546	313	65	-111	267
Abitibi-Témiscamingue	26	0	80	106	13	0	-91	-78
Côte-Nord	110	0	2	112	-14	0	80	66
Nord-du-Québec	371	0	3	374	0	21	-8	13
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0	0	0	0	8	0	1	9
Chaudière-Appalaches	175	118	150	443	134	0	267	401
Laval	29	264	0	293	128	364	-2	490
Lanaudière	84	283	25	392	25	160	-33	152
Laurentides	-1	451	50	500	70	140	-153	57
Montréal	403	612	616	1 631	325	331	-452	204
Centre-du-Québec	3	172	2	177	0	37	60	97
TOTAL	2506	3933	1802	8241	1361	2044	-366	3039

Région	1 ^{er} avril 2007 au 31 mars 2008				
	CPE	Milieu familial	Garderie subventionnée	Garderie non subventionnée	TOTAL
Bas-Saint-Laurent	37	0	0	20	57
Saguenay-Lac-Saint-Jean	81	0	0	14	95
Capitale-Nationale	101	0	110	163	374
Mauricie	39	0	0	0	39
Estrie	45	0	0	0	45
Montréal	136	0	520	22	678
Outaouais	62	0	18	24	104
Abitibi-Témiscamingue	50	0	0	0	50
Côte-Nord	56	0	0	0	56
Nord-du-Québec	103	0	0	0	103
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	7	0	0	0	7
Chaudière-Appalaches	81	0	-4	0	77
Laval	76	41	193	-39	271
Lanaudière	21	0	0	0	21
Laurentides	96	68	173	-51	286
Montréal	195	17	186	60	458
Centre-du-Québec	45	0	7	0	52
TOTAL	1 231	126	1 203	213	2 773

Le nombre de places qui seront autorisées et réalisées en 2008-2009 sera connu en juin 2008.

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations - 31 mars 2008
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint - 8 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP75

Titre

Évolution du nombre de places en garderies privées subventionnées depuis 2003-2004 jusqu'à ce jour et prévisions pour 2008-2009. Ventilation par région.

Exposé et statistiques

Région	Année				
	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008
Bas St-Laurent	0	0	0	8	8
Saguenay/Lac-St-Jean	273	328	412	413	413
Capitale-Nationale	1 994	2 091	2 247	2 299	2409
Mauricie	160	194	218	218	218
Estrie	211	211	253	292	292
Montréal	13 774	14 731	15 584	15 777	16 297
Outaouais	263	453	794	859	877
Abitibi-Témiscamingue	65	80	80	80	80
Côte-Nord	0	0	0	0	0
Nord-du-Québec	0	0	0	21	21
Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine	20	23	23	23	23
Chaudière-Appalaches	559	611	673	673	669
Laval	2 353	2 446	2 662	2 904	3 097
Lanaudière	1 344	1 523	1 832	1 992	1 992
Laurentides	1 110	1 325	1 732	1 806	1 979
Montérégie	5 105	5 816	6 108	6 246	6 432
Centre-du-Québec	299	299	416	416	423
TOTAL	27 530	30 131	33 034	34 027	35 230

Le nombre de places qui seront autorisées et réalisées en 2008-2009 sera connu en juin 2008.

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations 31 mars 2008

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 7 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP76

Titre

Évolution du nombre de places en milieu familial depuis 2003-2004 jusqu'à ce jour et prévisions pour 2008-2009. Ventilation par région.

Exposé et statistiques

Région	Année				
	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008
Bas St-Laurent	2 607	2 615	2 634	2 863	2 863
Saguenay/Lac-St-Jean	3 363	3 560	3 644	3 757	3 757
Capitale-Nationale	6 864	7 182	7 393	7 520	7 520
Mauricie	3 021	3 021	3 021	3 204	3 204
Estrie	4 072	4 167	4 226	4 295	4 295
Montréal	12 170	13 285	13 762	13 117	13 117
Outaouais	4 747	5 160	5 204	5 093	5 093
Abitibi-Témiscamingue	2 061	2 341	2 421	2 330	2 330
Côte-Nord	1 230	1 250	1 252	1 332	1 332
Nord-du-Québec	327	327	330	322	322
Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine	1 307	1 341	1 341	1 342	1 342
Chaudière-Appalaches	5 077	5 280	5 443	5 710	5 710
Laval	4 305	4 466	4 452	4 450	4 491
Lanaudière	5 322	5 753	5 809	5 776	5 776
Laurentides	6 394	7 009	7 025	6 872	6 940
Montérégie	16 294	17 505	18 138	17 686	17 703
Centre-du-Québec	2 883	2 930	2 916	2 976	2 976
TOTAL	82 044	87 192	89 011	88 645	88 771

Le nombre de places qui seront autorisées et réalisées en 2008-2009 sera connu en juin 2008.

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations - 31 mars 2008

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint - 8 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP77

Titre

Évolution du nombre de places en CPE (installations) depuis 2003-2004 jusqu'à ce jour et prévisions pour 2008-2009. Ventilation par région.

Exposé et statistiques

Région	Année				
	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008
Bas St-Laurent	1 331	1 353	1 361	1 366	1 403
Saguenay/Lac-St-Jean	2 159	2 293	2 360	2 362	2 443
Capitale-Nationale	6 266	6 508	6 690	6 741	6 842
Mauricie	2 229	2 302	2 337	2 337	2 376
Estrie	3 075	3 260	3 304	3 303	3 348
Montréal	19 272	19 871	20 680	20 982	21 118
Outaouais	3 131	3 563	3 724	4 037	4 099
Abitibi-Témiscamingue	1 375	1 490	1 516	1 529	1 579
Côte-Nord	868	872	982	968	1 024
Nord-du-Québec	1 513	1 692	2 063	2 063	2 166
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	615	697	697	705	712
Chaudière-Appalaches	2 983	3 038	3 213	3 347	3 428
Laval	2 719	2 791	2 820	2 948	3 024
Lanaudière	3 061	3 286	3 370	3 395	3 416
Laurentides	3 936	4 592	4 591	4 661	4 757
Montérégie	11 962	12 495	12 908	13 233	13 428
Centre-du-Québec	1 799	1 954	1 957	1 957	2 002
TOTAL	68 274	72 057	74 573	75 934	77 165

Le nombre de places qui seront autorisées et réalisées en 2008-2009 sera connu en juin 2008.

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations - 31 mars 2008

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint - 8 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP78

Titre

Évolution du nombre de places en garderies privées depuis 2003-2004 jusqu'à ce jour et prévisions pour 2008-2009. Ventilation par région.

Exposé et statistiques

Il s'agit des places en garderies non subventionnées.

Région	Année					
	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009 Prévisions
Bas St-Laurent	0	0	0	20	40	
Saguenay/Lac-St-Jean	0	0	0	0	14	
Capitale-Nationale	63	114	223	282	445	
Mauricie	0	20	20	20	20	
Estrie	30	30	50	50	50	
Montréal	1 165	1 629	2 033	2 587	2 609	
Outaouais	15	0	0	0	24	
Abitibi-Témiscamingue	0	0	0	0	0	
Côte-Nord	0	0	0	0	0	
Nord-du-Québec	0	0	0	0	0	
Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine	0	0	0	0	0	
Chaudière-Appalaches	0	0	56	56	56	
Laval	95	192	240	362	323	
Lanaudière	33	59	33	33	33	
Laurentides	78	0	44	110	59	
Montréal	428	413	733	926	986	
Centre-du-Québec	0	0	55	92	92	
TOTAL	1 907	2 457	3 487	4 538	4 751	n/d

Les prévisions pour le développement des places dans les garderies privées ne sont pas disponibles pour le moment.

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations - 31 mars 2008

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint - 8 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

097.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP79

Titre

Les effectifs (ETC) prévus des bureaux coordonnateurs.
État de situation relativement au financement des bureaux coordonnateurs

Exposé et statistiques

Effectifs (ETC) en 2006-2007

En 2006-2007, il y a 853 postes à temps plein dans les bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial. Le nombre réel des effectifs en poste dans les bureaux coordonnateurs provient des rapports financiers 2006-2007.

La classification des emplois est déterminée selon les catégories convenues au Guide administratif concernant la classification et la rémunération du personnel salarié des services de garde.

ETC	2006-2007
Gestionnaire niveau 3	90
Gestionnaire niveau 2	71
Gestionnaire niveau 1	46
Commis-comptable ou secrétaire-comptable	100
Secrétaire-réceptionniste	37
Adjointe administrative	24
Agente-conseil en soutien pédagogique et technique	300
Agentes de conformité	185
Total	853

SOURCE : Direction des politiques administratives et de main-d'œuvre – 7 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 8 avril 2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP80

Titre

Le budget de fonctionnement total prévu des bureaux coordonnateurs 2006-2007 et 2007-2008 et prévisions pour 2008-2009. État de situation relativement au fonctionnement des bureaux coordonnateurs.

Exposé et statistiques

Les bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial (BC) ont été implantés le 1^{er} juin 2006.

- L'allocation pour le budget de fonctionnement des BC est basée sur une proposition d'organisation du travail permettant d'exercer l'ensemble des responsabilités et des fonctions nécessaires à la coordination du milieu familial. Les BC de petite taille bénéficient d'un financement proportionnellement plus important à cause de leurs coûts fixes.
- Les BC qui couvrent un territoire défavorisé reçoivent un financement additionnel pour les aider à assumer les coûts supplémentaires pouvant résulter de la présence d'un nombre important d'enfants issus d'un milieu défavorisé.
- Les BC dont le personnel participe aux régimes d'assurances collectives et de congés de maternité reçoivent une allocation qui finance une partie des frais de participation de leur personnel.

Sommes des allocations budgétaires accordées aux Bureaux coordonnateurs

2006-2007 (10 mois)	2007-2008	2008-2009 (Prévision)
43,3 M\$	52,9 M\$	55,3 M\$

Depuis leur implantation, le budget de fonctionnement des BC est ajusté pour tenir compte de l'augmentation des échelles de traitement et des ajustements liés à l'équité salariale.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations - 4 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 8 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

099

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 81

Titre

Nombre de plaintes formulées contre un BC au ministère en 2006-2007 et 2007-2008.

PLAINTES REÇUES À L'ÉGARD DES BUREAUX COORDONNATEURS

Bureaux coordonnateurs Plaintes reçues		
	2006-2007	2007-2008
Catégories	BC	BC
Accessibilité et continuité des services		
Expulsion	25	36
Liste d'attente	5	4
Refus d'accès	4	8
Total catégorie	34	48
Fonctionnement administratif		
Aspects Financiers	24	29
Comité de parents	---	---
Conseil d'administration	19	26
Fiche d'assiduité et fiche d'inscription	5	1
Mandats du BC	189	166
Permis	0	1
Programme d'activités	12	6
Programme Places contribution réduite	30	34
Régie interne	6	7
Total catégorie	285	270
Personne en relation avec un service de garde		
Autre personne reliée à un service de garde en installation	---	---
Autre personne reliée à un service de garde en milieu familial	9	13
Éducateur	---	---
Gestionnaire	33	28
Responsable service de garde en milieu familial	93	103
Total catégorie	135	144
Santé et sécurité des enfants		
Accident ou maladie	0	2
Alimentation	6	10
Appareils de jeux et cour extérieure	2	3
Équipement	0	4
Hygiène	4	3
Locaux	4	4
Médicaments	0	0
Produits d'entretien et produits toxiques	0	1
Ratios	4	4
Total catégorie	20	31
Total des catégories	474	493

SOURCE : Bureau des plaintes – 7 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 8 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

100

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP82

Titre

Listes des avis et recommandations fournis au ministère et au ministre par le Conseil de gestion de l'assurance parentale en 2006-2007, 2007-2008 et en voie d'être complétés en 2008-2009.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera donnée par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

SOURCE :

Bureau de la sous-ministre – 11 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION:

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP83

Titre

Ventilation détaillée des cotisations au régime québécois d'assurance parentale (salariés, employeurs et travailleurs autonomes) pour les années 2006-2007 et 2007-2008 et prévisions pour l'année 2008-2009.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera donnée par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

SOURCE :

Bureau de la sous-ministre – 11 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

102

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP84

Titre

Ventilation détaillée des prestations d'assurance parentale versées (salariés et travailleurs autonomes) pour les années 2006-2007 et 2007-2008 et prévisions pour l'année 2008-2009.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera donnée par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

SOURCE :

Bureau de la sous-ministre – 11 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

103

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP85

Titre

Liste complète de toutes les demandes de places additionnelles faites au Ministère en 2007-2008 (détaillée par type de garde et par régions).

Exposé et statistiques

Demandes d'augmentation de capacité pour un bureau coordonnateur de milieu familial

Type de garde	Région	Nom abrégé de l'établissement	Places demandées
BC	2	BC CPE MINI-MONDE	60
BC	3	BCGMF DES HAUTES MARÉES	75
BC	3	BC CPE MA BELLE GRENOUILLE	120
BC	3	BC CPE DU SOLEIL À LA LUNE	80
BC	3	BC CPE LE KANGOUROU	50
BC	3	BC CPE L'ENCHANTÉ	75
BC	3	BC CPE PIGNONS SUR RUE	60
BC	6	BC-CPE DE MONTRÉAL-NORD	60
BC	6	BC - CPE TCHOU-TCHOU INC.	500
BC	6	BC LA MAISON DU PANDA	100
BC	6	BC - CPE DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN	25
BC	9	BC CPE SOUS LE BON TOIT	70
BC	12	BC CPE L'ESCALE INC.	30
BC	12	BC CPE AU PALAIS DES MERVEILLES	50
BC	13	BC - CPE LE CHEZ-MOI DES PETITS	41
BC	13	BC - CPE LE CHEZ-MOI DES PETITS	45
BC	13	BC - CPE PIROUETTE DE FABREVILLE INC.	150
BC	13	BC - CPE LES PTITS SOLEILS DE STE-DOROTHÉE	150
BC	13	BC - "FORCE VIVE" CPE	120
BC	14	BC - STATION ENFANCE DES MOULINS	60
BC	15	BC - LE RÊVE DE CAILLETTE	40
BC	15	BC - LE RÊVE DE CAILLETTE	40
BC	15	BC - CPE DES DEUX-MONTAGNES	10
BC	15	BC - CPE DES DEUX-MONTAGNES	25
BC	15	BC - CPE LA JOYEUSE ÉQUIPÉE	90
BC	16	BC CPE LES POMMETTES ROUGES	25

Demandes d'ajout d'une installation pour un CPE

Type de garde	Région	Nom abrégé de l'établissement	Places demandées
CPE	1	CPE DE RIVIÈRE-DU-LOUP INC.	42
CPE	1	CPE DE RIVIÈRE-DU-LOUP INC.	21
CPE	1	CPE DE RIVIÈRE-DU-LOUP INC.	21
CPE	1	"LA TRÂLÉE" INC.	80
CPE	2	CPE LES PETITS POUSSINS	40
CPE	2	CPE LA SOURIS VERTE	18
CPE	2	CPE LA SOURIS VERTE	21
CPE	2	CPE LA SOURIS VERTE	20
CPE	2	CPE LA SOURIS VERTE	21
CPE	2	CPE LA CAJOLERIE	21
CPE	2	CPE "LE JARDIN ENSANTE"	80
CPE	2	CPE LA CAJOLERIE	30
CPE	2	CPE LES TROIS PETITS PAS	60
CPE	2	CPE COOP DE SOLIDARITÉ AU PAYS DES LUTINS	21
CPE	2	CPE LES PETITS CAILLOUX	80
CPE	2	CPE CROQUE LA VIE	21
CPE	3	CPE LES LOUPIOTS INC.	60
CPE	3	CPE AU COEUR DE LA NATURE	59
CPE	3	CPE L'ENCHANTÉ	78
CPE	3	CPE NID DES PETITS ST-RAYMOND INC.	52
CPE	3	CPE L'ESSENTIEL	58
CPE	3	CPE, COOPERATIVE ST-JEAN-BAPTISTE	70
CPE	3	CPE LES PETITS CHEMINOTS	60
CPE	3	CPE LA PETITE CITÉ	50
CPE	3	CPE CLÉ DE SOL	79
CPE	3	CPE LE PETIT BALUCHON (1981) INC.	70
CPE	3	CPE "LA BÉCQUEE"	66
CPE	3	CPE COURI-COURETTE	80
CPE	3	CPE "LA P'TITE CHUTE"	80
CPE	3	CPE TURLUSON INC.	80
CPE	4	LA PETITE SAUTERELLE INC.	70
CPE	5	CPE JARDIN DE FANFAN	60
CPE	5	CPE LA PLEINE LUNE	26
CPE	5	CPE PÉPINOT ET CAPUCINE INC.	34
CPE	5	CPE "CHEZ TANTE JULIETTE" INC.	47
CPE	5	CPE PANDA	60
CPE	6	CPE LA GARDE-AMIS	60
CPE	6	LE REPÈRE DES MOUSSES INC.	80
CPE	6	CPE BAIS YOEL	80
CPE	6	CPE FLEUR DE MACADAM INC.	24
CPE	6	CPE LES PETITS LUTINS DE CÔTE ST-PAUL INC.	60
CPE	6	CPE SOLEIL JOYEUX	80
CPE	6	CPE LUMINO	80
CPE	6	C.P.E. TECHNOFLOS	60
CPE	6	CPE CHEZ PICOTINE	11
CPE	6	CPE BISCUIT	80
CPE	6	CPE STE-GERTRUDE INC.	80
CPE	6	CPE DE L'HÔPITAL JEAN-TALON "AU PETIT TALON"	34
CPE	6	CPE CENTRE COMMUNAUTAIRE JUIF	80
CPE	6	CPE LE TERRIER MAGIQUE	60
CPE	6	CPE MON UNIVERS	60
CPE	6	C. ÉDUCATIF DE LA PETITE ENFANCE ANDRÉ-LAURENDEAU	55
CPE	6	CPE TCHOU-TCHOU INC.	80
CPE	6	CPE DU CARREFOUR INC.	60
CPE	6	CPE STUDIO 0-5	54

CPE	6	CPE DU CARREFOUR INC.	60
CPE	7	CPE LE BALUCHON INC.	45
CPE	7	CPE AUX TROIS POMMES	44
CPE	7	CPE COOP LIBELLE	60
CPE	7	CPE LES PETITS FRIPONS	60
CPE	9	CPE LE PETIT LUTIN DE SEPT-ÎLES INC.	45
CPE	9	CPE SOUS LE BON TOIT	76
CPE	9	CPE LA GIROFLÉE INC.	16
CPE	12	CPE AU JARDIN DE DOMINIQUE INC.	52
CPE	12	LA CHIFFONNELLE	60
CPE	12	CPE JOLIBOIS	76
CPE	12	CPE JOLIBOIS	29
CPE	13	CPE PIROUETTE DE FABREVILLE INC.	80
CPE	13	CPE LE VENT DANS LES VOILES	80
CPE	13	CPE L'ARCHE DE NOÉ	80
CPE	13	"FORCE VIVE" CPE	80
CPE	13	CPE DES CALINS	60
CPE	13	CPE LA MARMAILLE	80
CPE	13	CPE DU PIC (CPE DU PIC)	60
CPE	13	CPE GAMINVILLE INC.	60
CPE	14	C.P.E. GAMIN GAMINE	80
CPE	14	CPE LA PIROULINE INC.	80
CPE	14	CPE «LE CHAT PERCHÉ»	80
CPE	14	CPE "LES PETITS DOIGTS"	30
CPE	15	CPE PELUCHE ET AVENTURE	80
CPE	15	CPE JUIVE QUÉBÉCOISE	60
CPE	15	CPE JUIVE QUÉBÉCOISE	80
CPE	15	CPE L'ABRI-DOUX	60
CPE	15	CPE LES LUTINS ENCHANTEURS	60
CPE	15	CPE DES DEUX-MONTAGNES	54
CPE	15	CPE DES DEUX-MONTAGNES	50
CPE	15	C.P.E. LA PUCE À L'OREILLE	30
CPE	15	C.P.E. LES GLOBULES	60
CPE	16	LES AMIS DU CARRÉ DE SABLE	60
CPE	16	CPE DE SAINT-LAMBERT	70
CPE	16	CPE SAINT-PHILIPPE	80
CPE	16	CPE SOLEIL SOURIANT	62
CPE	16	CPE JULIE-SOLEIL	80
CPE	16	CPE LES PETITS ADULTES	80
CPE	16	CPE DE SAINT-LAMBERT	60
CPE	16	CPE TOUT DOUX	80
CPE	16	CPE TOUT DOUX	80
CPE	16	CPE SES AMIS	60
CPE	16	CPE "PLAISIR D'ENFANT"	80
CPE	16	CPE PIERROT LA LUNE INC.	80
CPE	16	CPE "LA DOUCE COUVÉE"	21
CPE	16	CPE LES COQUELICOTS INC.	80
CPE	16	CPE O MILLE BALLONS	80
CPE	16	CPE BUISSONNIÈRE	52
CPE	16	CPE MIEL ET MELON	80
CPE	16	CPE MIEL ET MELON	80
CPE	16	CPE CHEZ NOUS	73
CPE	16	CPE LA GRANDE OURSE	80
CPE	16	CPE LES ATELIERS DE LA MAISON BLEUE	20
CPE	16	CPE SOULANGES	80
CPE	16	C.P.E. DE BOUCHERVILLE	60
CPE	16	CPE LES AMIS GATORS	60
CPE	16	CPE LA POMME ENCHANTÉE	80
CPE	17	CPE LA GIROUETTE INC.	21
CPE	17	CPE FLEUR DE SOLEIL	25
CPE	17	CPE FARDOCHE	60
CPE	17	CPE CHEZ MOI CHEZ TOI	29
CPE	17	CPE CHEZ MOI CHEZ TOI	29

Demandes d'augmentation de capacité pour une installation de CPE

Type de garde	Région	Nom abrégé de l'établissement	Places demandées
CPE	1	CPE "LES TROIS COINS"	5
CPE	1	CPE "LES TROIS COINS"	21
CPE	1	CPE LES PETITS SOLEILS MAGIQUES	8
CPE	1	CPE LA BALEINE BRICOLEUSE	8
CPE	1	"LA TRALÉE" INC.	6
CPE	1	CPE LES PINSONS INC.	2
CPE	1	CPE DES JARDINS JOLIS	36
CPE	1	L'ENFANT DU FLEUVE INC.	8
CPE	1	L'ÉVEIL DES CHÉRUBINS	5
CPE	2	CPE LES SOURICEAUX	10
CPE	2	CPE LES TROIS PETITS PAS	8
CPE	2	CPE LES TROIS PETITS PAS	2
CPE	2	CPE "AUX PETITS TRESORS"	8
CPE	2	CPE ALOUETTE	20
CPE	2	CPE LE TOURNESOL DU FJORD	13
CPE	2	LE CPE "LA PLANÈTE À MARS"	8
CPE	2	CPE MINI-MONDE	20
CPE	2	CPE TROTTE-MENU INC.	16
CPE	2	CPE LA SOURIS VERTE	16
CPE	3	CPE PIGNONS SUR RUE	1
CPE	3	CPE LA CHANTERELLE INC.	10
CPE	3	CPE PIGNONS SUR RUE	1
CPE	3	CPE LA PELUCHE	15
CPE	3	CPE LE PETIT BALUCHON (1981) INC.	16
CPE	3	CPE PERCÉE DE SOLEIL INC.	18
CPE	3	CPE "LA P'TITE CHUTE"	22
CPE	3	CPE, COOPERATIVE ST-JEAN-BAPTISTE	11
CPE	3	CPE LA PETITE ÉCOLE DE BEAUPORT	10
CPE	3	CPE PATRO BOUTS D'CHOUX	30
CPE	3	CPE DU CHÂTEAU DE SABLE	3
CPE	3	CPE LA PETITE CITÉ	15
CPE	3	CPE PATRO BOUTS D'CHOUX	21
CPE	3	CPE CLÉ DE SOL	5
CPE	3	CPE MA BELLE GRENOUILLE	28
CPE	3	LE CPE LES COQUINS D'ABORD INC.	10
CPE	3	CPE LE COLOMBIER	4
CPE	3	CPE L'ESSENTIEL	8
CPE	3	CPE DE L'ANSE AUX LIEVRES INC.	8
CPE	3	CPE AUX POUSSINOTS D'ALAKAZOU DE QUÉBEC INC.	13
CPE	3	CPE L'ÉCHO MAGIQUE INC.	8
CPE	3	CPE MOI ET MES AMIS	3
CPE	3	CPE GARD'AMIS	6
CPE	3	CPE GARD'AMIS	6
CPE	3	CPE DE L'ANSE AUX LIEVRES INC.	12
CPE	3	CPE MISTIGRI INC.	6
CPE	3	CPE ORAK	18
CPE	3	CPE MONSIEUR GROSSE BEDAINE	6
CPE	3	CPE NID DES PETITS ST-RAYMOND INC.	7
CPE	3	CPE LES LOUPIOTS INC.	10
CPE	3	CPE L'ENCHANTÉ	26
CPE	3	CPE QUÉBEC-CENTRE INC.	20
CPE	3	CPE DES BELLES-RIVIÈRES INC.	5
CPE	3	CPE AU JARDIN DES ABEILLES (C.P.E.)	14
CPE	3	CPE AU PETIT POUCKET	6
CPE	3	CPE LA BUTTE À MOINEAUX	26
CPE	4	CPE LE PETIT CHAMPLAIN	10
CPE	4	CPE SAUTE-MOUTON INC.	8

CPE	4	CPE LE PIPANDOR	10
CPE	4	CPE L'UNIVERS DE MAMUSE ET MÉDUQUE INC.	5
CPE	4	CPE L'UNIVERS DE MAMUSE ET MÉDUQUE INC.	5
CPE	4	CPE JEAN-NOËL LAPIN	54
CPE	4	CPE JEAN-NOËL LAPIN	19
CPE	4	CPE "LE JARDIN DES ENFANTS"	31
CPE	4	CPE ENTRE DEUX NUAGES	8
CPE	4	CPE L'ÎLE DES MOUSSAILLONS	7
CPE	5	CPE LE P'TIT GADU INC.	7
CPE	5	CPE FAFOUIN INC.	5
CPE	5	CPE FAFOUIN INC.	8
CPE	5	CPE PANDA	16
CPE	5	LE CPE FLEURIMONT INC.	8
CPE	5	LE CPE FLEURIMONT INC.	10
CPE	5	CPE PANDA	15
CPE	5	CPE L'ESPIÈGLERIE	7
CPE	5	CPE L'OISEAU D'OR	8
CPE	5	CPE L'OISEAU D'OR	8
CPE	5	CPE LES AMIS DU GLOBE	1
CPE	5	CPE LA SOURCIÈRE	4
CPE	5	CPE MAGIMO	8
CPE	5	CPE PÉPINOT ET CAPUCINE INC.	23
CPE	5	CPE PÉPINOT ET CAPUCINE INC.	12
CPE	5	CPE LA PETITE BOTTINE INC.	5
CPE	6	CPE DES ÉCOLES JPPS INC.	8
CPE	6	CPE STE-GERTRUDE INC.	20
CPE	6	CPE CROCUS	2
CPE	6	CPE ST-DENIS	20
CPE	6	CPE BOUTON ÉCLAIR	27
CPE	6	CPE ST-DENIS	20
CPE	6	CPE BILLE DE VERRE	28
CPE	6	CPE LE TRAIN DE BOURGOGNE	20
CPE	6	CPE LES P'TITS AMIS DE SAVIO	20
CPE	6	CPE BILBO INC.	10
CPE	6	CPE ENFANTS SOLEIL INC.	16
CPE	6	HALTE-RÉPIT HOCHELAGA-MAISONNEUVE	8
CPE	6	FLEUR DE PAPIER	10
CPE	6	CPE IDÉE FIXE INC.	55
CPE	6	CPE LE PETIT RÉSEAU INC.	4
CPE	6	CPE DE MCGILL/MCGILL CHILDCARE CENTER	3
CPE	6	CPE DE MCGILL/MCGILL CHILDCARE CENTER	3
CPE	6	CPE DOMAINE ST-SULPICE	16
CPE	6	CPE GENESIS 87 INC.	5
CPE	6	CPE LES GLOBULES ROSES	21
CPE	6	CPE GRAFFITI INC.	40
CPE	7	CPE L'UNIVERS DES BAMBINOS	2
CPE	7	CPE L'UNIVERS DES BAMBINOS	2
CPE	7	CPE LES FEUX FOLLETS	10
CPE	7	CPE LE TAMANOIR	8
CPE	7	CPE AUX PETITS LURONS	2
CPE	7	CPE AUX PETITS LURONS	8
CPE	7	CPE LES PETITS FRIPONS	8
CPE	7	CPE LA GRANDE ENVOLÉE	16
CPE	7	CPE AUX TROIS POMMES	10
CPE	7	CPE ZAMIZOU INC.	16
CPE	7	CPE PETITS PIEDS	10
CPE	7	CPE ZAMIZOU INC.	3
CPE	7	CPE DU PORTAGE	5
CPE	8	CPE VALLÉE DES LOUPIOTS	1
CPE	8	CPE FLEUR ET MIEL	4
CPE	8	CPE FLEUR ET MIEL	8
CPE	8	CPE CANNELLE ET PRUNEAU INC.	12

CPE	9	LES P'TITS BÉCOTS	8
CPE	9	CPE "LE MUR-MÛR" INC.	5
CPE	9	CPE NID D'HIRONDELLE	11
CPE	11	CPE "CHEZ MA TANTE"	18
CPE	11	CPE "CHEZ MA TANTE"	2
CPE	11	AUX JOYEUX MARMOTS	8
CPE	11	CPE LA MARÉE MONTANTE	5
CPE	12	CPE LE CHAMPIGNON	1
CPE	12	CPE LE CHAMPIGNON	4
CPE	12	CPE LA PETITE GRENOUILLE (1985)	8
CPE	12	CPE ST-JEAN-CHRYSOStOME	5
CPE	12	CPE BEAUCE-SARTIGAN	8
CPE	12	CPE ST-JEAN-CHRYSOStOME	19
CPE	12	CPE PANTA-MOUSSE	8
CPE	12	CPE LES COQUINS	5
CPE	12	CPE LES COQUINS	5
CPE	12	LACET DE BOTTINE	8
CPE	12	LACET DE BOTTINE	8
CPE	12	LACET DE BOTTINE	8
CPE	12	CPE ENFANT-BONHEUR INC.	5
CPE	12	CPE PARC-EN-CIEL	30
CPE	12	CPE PARC-EN-CIEL	14
CPE	12	CPE PARC-EN-CIEL	14
CPE	12	CPE MONTESSORI DE ST-JEAN-CHRYSOStOME	12
CPE	12	CPE DES PETITS POMMIERS	23
CPE	12	CPE CALOU	8
CPE	12	CPE CALOU	16
CPE	12	CPE AU JARDIN DE DOMINIQUE INC.	2
CPE	12	CPE LE COFFRE AUX TRÉSORS DE BREakeyVILLE	18
CPE	12	CPE L'ENVOL DE LOTBINIÈRE	19
CPE	12	CPE L'ENVOL DE LOTBINIÈRE	18
CPE	12	CPE À LA BONNE GARDE	18
CPE	13	CPE DU BOISÉ VIMONT	14
CPE	13	CPE FLEURS DU QUARTIER INC.	15
CPE	13	LE CPE LA GIBOULÉE	11
CPE	13	CPE HARMONIE SOLEIL	1
CPE	13	CPE LA MONTGOLFIÈRE INC.	20
CPE	13	CPE LA MARMAILLE	6
CPE	13	CPE YOUNI	6
CPE	13	CPE DU MANOIR INC.	6
CPE	13	CPE LE VENT DANS LES VOILES	23
CPE	13	CPE LE LABO DES PETITS INC.	8
CPE	13	CHAPEAUX RONDS ET BOTTILLONS, CPE	15
CPE	13	CPE HELLÉNIQUE BAMBINS LAVALLOIS	1
CPE	13	CPE LES P'TITS SOLEILS DE STE-DOROTHÉE	1
CPE	14	CPE TIRELOU	3
CPE	14	STATION ENFANCE DES MOULINS	3
CPE	14	CPE DES AMIS DES PRAIRIES	12
CPE	14	CPE LE SIFFLEUX	2
CPE	14	CPE TIRELOU	12
CPE	14	CPE MULTI-GARDES	8
CPE	14	CPE PAIN DE SUCRE	18
CPE	14	CPE COEUR DE POMME	8
CPE	14	CPE LES TOUCHE-À-TOUT	1
CPE	14	CPE AUX PORTES DU MATIN INC.	2
CPE	14	CPE BLÉ D'OR	17
CPE	14	CPE BOUTON DE ROSE	5
CPE	14	CPE PETITE ACADEMIE LANAUDIÈRE	33
CPE	14	CPE BOUTE-EN-TRAIN	5
CPE	14	CPE FLEUR SOLEIL DE ST-FÉLIX	34
CPE	15	LE RÊVE DE CAILLETTE	8

CPE	15	LA PETITE ARDOISE DE ROSEMÈRE	6
CPE	15	CPE NOTRE-DAME INC.	2
CPE	15	CPE LES EXPLORATEURS	2
CPE	15	CPE LE PETIT ÉQUIPAGE	8
CPE	15	CPE BAMBOULI INC.	9
CPE	15	CPE SOLEIL LEVANT	2
CPE	15	CPE L'ARCHE DE PIERROT INC.	13
CPE	15	LA DÉCOUVERTE DE L'ENFANCE CPE	2
CPE	15	CPE DE BLAINVILLE	16
CPE	15	CPE DE BLAINVILLE	4
CPE	15	CPE DE BLAINVILLE	4
CPE	15	CPE LES BONHEURS DE SOPHIE	8
CPE	15	CPE VAL DES NEIGES	10
CPE	16	C.P.E. DE BOUCHERVILLE	20
CPE	16	STEP BY STEP CHILD AND FAMILY CENTER	10
CPE	16	STEP BY STEP CHILD AND FAMILY CENTER	10
CPE	16	CPE LE PAPILLON BLEU	5
CPE	16	CPE BUISSONNIÈRE	5
CPE	16	CPE DE LA VOIE LACTÉE	20
CPE	16	CPE MAISON DANS L'ARBRE	2
CPE	16	CPE SES AMIS	2
CPE	16	CPE ABRACADABRA	8
CPE	16	CPE O MILLE BALLONS	26
CPE	16	CPE LES MOUSSES DU MONT INC.	20
CPE	16	CPE CACHALOT INC.	47
CPE	16	CPE LES PETITES POMMES	2
CPE	16	STEP BY STEP CHILD AND FAMILY CENTER	10
CPE	16	CPE ABRACADABRA	8
CPE	16	CPE LA PTITE CABOCHÉ	49
CPE	16	CPE AUX QUATRE SOLEILS INC. DES BOULEVARDS	10
CPE	16	CPE LES JEUNES POUSSES INC.	5
CPE	16	LE CPE L'ARC-EN-JOIE	10
CPE	16	CPE LES P'TITES PIES	10
CPE	16	CPE LA PETITE SEMENCE	5
CPE	16	CPE LES P'TITES PIES	20
CPE	16	CPE LE COLIBRI DE FARNHAM	13
CPE	16	CPE JOUJOU DE BELOEIL INC.	2
CPE	16	CPE LES LUTINS, COOP DE CHATEAUGUAY	20
CPE	16	CPE CITRONNELLE	28
CPE	16	CPE L'AMUS'AIRES	10
CPE	16	CPE LA PASSERELLE DES MOUSSES	8
CPE	17	CPE AW8SSISAK	11
CPE	17	CPE COOPÉRATIF LES P'TITES ABEILLES	32
CPE	17	CPE CHEZ MOI CHEZ TOI	8
CPE	17	CPE LA GIROUETTE INC.	5
CPE	17	CCPE LA MAISON DES AMIS RÉGION 17	3
CPE	17	LES SERVICES DE GARDE LA PETITE ÉCOLE INC.	13
CPE	17	CPE LES PETITS LUTINS DE DRUMMONDVILLE INC.	18

Demandes d'augmentation de capacité pour une garderie

Type de garde	Région	Nom abrégé de l'établissement	Places demandées
GARD	2	G. MARIE QUAT'POCHES -DOLBEAU-MISTASSINI-	12
GARD	2	G. LES MINIS AMOURS INC.	5
GARD	3	ACADÉMIE UNI-SPORT ACADEMY N.D.L.	9
GARD	3	GARDERIE DE CHARLESBOURG INC.	36
GARD	3	G. GAVROCHE INC.	18
GARD	3	IL ÉTAIT UNE FOIS AU LAC-BEAUPORT INC.	20
GARD	3	G. LA BOTTINE ENCHANTÉE	10
GARD	3	ÉCOLE D'ÉVEIL CHAUVEAU INC.	8
GARD	3	ÉCOLE D'ÉVEIL STE-FOY	6
GARD	3	GARDERIE LES PETITS Z'AMOURS	32
GARD	3	G. LA FORÊT ENCHANTÉE INC.	19
GARD	3	G. MONSIEUR LE CHAT ENR.	20
GARD	6	G. ÉDUCATIVE LA VOLIÈRE INC.	5
GARD	6	G. ÉDUC. HAUTE-GAMME HANSEL & GRETEL INC.	19
GARD	6	G. EDUCATIVE NIF NAF INC.	9
GARD	6	JARDIN D'ENFANTS MA PREMIÈRE CLASSE INC.	45
GARD	6	G. DES PETITES ÉTOILES NOUR ET RYM INC.	53
GARD	6	GARDERIE MINI ET MICKEY	25
GARD	6	G. ÉDUCATIVE ET JARD. D'ENFANTS TROIS PETITS PAS INC.	20
GARD	6	G. ÉDUCATIVE, ACADEMIE DES PETITS AMIS-ES	35
GARD	6	POUPONNIERE ET GARDERIE EDUCATIVE NIF-NAF 2 INC.	14
GARD	6	LA MATERNELLE DE MARIE-CLAIRE INC.	5
GARD	6	1,2,3...MES PREMIERS PAS	34
GARD	6	GARDERIE ROSETTE	5
GARD	6	GARDERIE PAPILLON	12
GARD	6	LA MATERNELLE DE MARIE-CLAIRE INC.	15
GARD	6	GARDERIE K.I.D.S. TECHNOPARC II	2
GARD	6	G. NOTRE-DAME DE LOURDES	25
GARD	6	GARDERIE LA PETITE ÉTOILE INC.	5
GARD	6	GARDERIE D.C. 2 INC.	1
GARD	6	2 L.I.F.E. (2IÈME LANGUE INTÉGRÉE FAVORISANT L'ENFANT)	3
GARD	6	G. LES PETITS ANGES DE WESLEY INC.	10
GARD	6	LA GARDERIE WEST ISLAND DAYCARE INC.	1
GARD	6	G.-PRÉMATERNELLE L'ENVOL	24
GARD	6	G. ÉDUCATIVE 3124 SHERBROOKE EST	17
GARD	6	GARDERIE DES ANGES GARDIENS	25
GARD	6	2 L.I.F.E. (2IÈME LANGUE INTÉGRÉE FAVORISANT L'ENFANT)	21
GARD	7	GARDERIE IMAGINE INC.	13
GARD	7	GARDERIE PETITS CRÉATIFS INC.	30
GARD	7	CENTRE D'ÉVEIL DEVENIR GRAND	25
GARD	7	PROJET GARDERIE ANICK MIGNEAULT	6
GARD	7	GARDERIE AU JARDIN DES PETITS AMIS	26
GARD	12	G. L'ÉVEIL	5

GARD	12	PRÉSCOLAIRE MONTESSORI DE SAINT-NICOLAS	3
GARD	12	G. LE CHÂTEAU DES ANGES	41
GARD	13	CENTRE PRÉSCOLAIRE LA RENAISSANCE INC.	35
GARD	13	GARDERIE ÉDUCATIVE L'ART DE L'ENFANCE INC.	4
GARD	13	AU JARDIN DES PETITS MOZARTS INC.	20
GARD	13	LES FÉES ENCHANTÉES INC.	44
GARD	14	GARDERIE DU CASTELET INC.	20
GARD	14	MINI-GARDERIE LES P'TITS BOUTS CHOU INC.	13
GARD	14	GARDERIE MA PREMIÈRE ACADÉMIE	35
GARD	14	GARDERIE MA PREMIÈRE ACADÉMIE	36
GARD	14	G. PREMIER PAS	21
GARD	15	G. AU VILLAGE DES POUPONS II	31
GARD	15	GARDERIE ANGLOPHONE DES PETITS ANGES	12
GARD	15	GARDERIE, AU VILLAGE DES POUPONS INC.	8
GARD	15	G. LE ROYAUME DES ENFANTS	13
GARD	15	GARDERIE LES MINI SOLEILS	2
GARD	15	GARDERIE LES MINI SOLEILS	43
GARD	15	GARDERIE LA GARE-GOUILLE	20
GARD	15	LES PETITES MARGUERITES DE BLAINVILLE INC.	9
GARD	16	CHEZ PIERROT ET PIERRETTE	18
GARD	16	GARDERIE ÉDUC. LES JARDINS DE L'AVENIR INC.	20
GARD	16	G. LES PETITS BRICOLEURS ENR.	39
GARD	16	GARDERIE PETIT MONDE	20
GARD	17	COLLÈGE DES TOUT-PETITS INC.	44
GARD	17	GARDERIE LES JEUNES APPRENTIS	2

SOURCE :

Équipe de gestion de projets et pilotage – 5 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION :

Bureau du sous-ministre adjoint – 8 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

112

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP86

Titre

Liste complète de toutes les demandes de nouvelles places faites au ministère en 2007-2008 (détaillée par type de garde et par régions).

Exposé et statistiques

Demandes d'implantation de CPE

Type de garde	Région	Nom abrégé de l'établissement	Places demandées
CPE	5	CPE L'OISEAU D'OR	38
CPE	6	CPE SHEVES ACHIM	80
CPE	14	CPE CÉGEP RÉGIONAL DE LANAUDIÈRE	62

Demandes d'implantation de garderie

Type de garde	Région	Nom abrégé de l'établissement	Places demandées
GARD	2	LISE DALLAIRE	10
GARD	2	LE ROYAUME DES ENFANTS D'ALMA	78
GARD	2	GARDERIE L'UNIVERS DES POUPONS	51
GARD	2	G. MARIE QUAT'POCHES -DOLBEAU-MISTASSINI-	44
GARD	2	LE ROYAUME DES ENFANTS DE CHICOUTIMI	78
GARD	2	G. MARIE QUAT'POCHES -ALMA-	80
GARD	3	LA PETITE ÉCOLE INTERNATIONALE MONTESSORI	36
GARD	3	G. EDENA DE LA GENÈSE (GEN 1ER) INC.	20
GARD	3	CENTRE ÉDUCATIF CROCUS	34
GARD	3	KATIA LECLERC	44
GARD	3	9170-5996 QUÉBEC INC.	66
GARD	3	G. L'ÉVEIL DES ARTS INSTALLATION 2	8
GARD	3	G. AUX MILLE FEUILLES	51
GARD	3	9112-0170 QUÉBEC INC.	80
GARD	3	ÉCOLE MONTESSORI DE LA COLLINE	36
GARD	3	LA GARDERIE LES ÉTOILES	35
GARD	5	PROJET MARIE-JOSÉE QUIRION	32
GARD	6	PROJET CARLA PIZZUTO	80
GARD	6	GARDERIE DES PETITS POKEY	80
GARD	6	PROJET GIUSEPPINA MAGRI	80
GARD	6	LES ÉCOLES JUIVES POPULAIRES ET LES ÉCOLES PERETZ INC.	40
GARD	6	GARDERIE LES DEUX OURSONS INC.	80
GARD	6	Projet Nicolina Antioco	78
GARD	6	LA PETITE ÉCOLE PEARSON - INSTALLATION 2	40
GARD	6	LE PAPILLON DES RÊVES INC.	80
GARD	6	GARDERIE LA PLANÈTE AUX TRÉSORS INC.	80
GARD	6	LES ENFANTS DU PARADIS	80
GARD	6	Madame Ninetta Cammisano (St-Léonard)	80
GARD	6	PROJET ANGELA SPENSIERI (SNOWDON)	80
GARD	6	GARDERIE FLOCONS DE NEIGE INC.	80
GARD	6	PROJET TUTA ROMANO	60
GARD	6	GARDERIE MAISON D'AMUSEMENT	80
GARD	6	PROJET MARIA CALDERONE	80
GARD	6	GARDERIE "LES ENFANTS DU QUÉBEC"	80
GARD	6	Madame Ninetta Cammisano (Snowdon)	80

GARD	6	GARDERIE LA MAGIE DES MOTS	80
GARD	6	G. ÉDUC. HAUTE-GAMME HANSEL & GRETEL INC.	54
GARD	6	COEUR, ESPRIT ET ÂME ACADEMIE MONTESSORI	80
GARD	6	Projet Anna-Maria Antioco	78
GARD	6	PROJET DOMENICA SCAROLA	80
GARD	6	PROJET ANTONIO IADELUCA	80
GARD	6	CENTRE PRÉSCOLAIRE LEONARDO DA VINCI (R-D-P)	80
GARD	6	PROJET GARDERIE PLACE DU PARK INC. II	80
GARD	6	GARDERIE K.I.D.S. TECHNOPARC II	42
GARD	6	Madame Ninetta Cammisano (C-D-N)	80
GARD	6	PROJET ANGELA SPENSIERI (Dollard-des-Ormeaux)	80
GARD	6	PROJET AÏCHA KHEMILI	80
GARD	6	G. EDUC. ECOLE ARMEN-QUEBEC	80
GARD	6	PROJET MONSIEUR CARLO MASTROMATTEO (MONTRÉAL-NORD)	80
GARD	6	PROJET SILVANA BERRAFATO (N-D-G-/MTL-OUEST)	80
GARD	6	GARDERIE OLAMSHILI INC.	30
GARD	6	LE MONDE DE BIBI INC.	80
GARD	6	CENTRE PRÉSCOLAIRE LEONARDO DA VINCI (Anjou)	80
GARD	6	GARDERIE ÉDUCATIVE LES LUCIOLES	80
GARD	6	PROJET MONA LISA BORREGA (Montréal-Nord)	80
GARD	6	GARDERIE DES RÊVE	80
GARD	6	PROJET MONA LISA BORREGA (P-A-T)	80
GARD	6	HANANE BOUFALKA	80
GARD	6	Madame Ninetta Cammisano (N-D-G)	80
GARD	6	LA PETITE ÉCOLE PEARSON.- INSTALLATION 1	40
GARD	6	PROJET BELL CANADA	80
GARD	6	PROGRAMME PRÉSCOLAIRE DE PIERREFONDS	80
GARD	6	CENTRE PRÉSCOLAIRE LEONARDO DA VINCI (Mtl-Centre-Ville)	80
GARD	6	GARDERIE LES PETITE ANGES	80
GARD	6	GARDERIE CHÂTEAU DES RÊVE	80
GARD	6	GARDERIE POUSSIÈRES D'ÉTOILES INC.	80
GARD	6	CENTRE ÉDUCATIF CHAZ	80
GARD	6	PROJET SILVANA BERRAFATO (ST-LÉONARD)	80
GARD	6	UTT BEUTEL SERVICE DE GARDE	60
GARD	6	ACADÉMIE PRÉSCOLAIRE MONT-ROYAL	80
GARD	6	LA DOUCE ÉCOLE JR.	20
GARD	6	G. CHÉRIE DES PETITS (PHASE 2)	30
GARD	6	GARDERIE BABY LAND	20
GARD	6	LE PARADIS DES ENFANTS	80
GARD	6	L'ÉCOLE ST-GEORGES DE MONTRÉAL INC.	22
GARD	6	PROJET SILVANA BERRAFATO (CÔTE-DES-NEIGES)	80
GARD	6	PROJET LINA MARTUCCI	80
GARD	6	GARDERIE DU RUISSEAU	80
GARD	6	PROJET MELINA MIGNACCA	80
GARD	6	GARDERIE FLORALIES	60
GARD	6	PROJET MADAME ANGELA BARBATO (NDG)	80
GARD	6	LES PETIT(E)S AMIS DE MARWA	80
GARD	6	GARDERIE STUDIO DAYCARE POINTE-CLAIRE	22
GARD	6	GARDERIE LA PETITE TENDRESSE INC.	34
GARD	6	GARDERIE ÉDUCATIVE PREMIER PAS	30
GARD	6	PROJET DAVIDE STRACUZZI (SNOWDON)	80

GARD	6	G. LUNEY TOONS	45
GARD	6	LE BALUCHON	80
GARD	6	GARDERIE BABY LAND (2)	42
GARD	6	PROJET ANTONIETTA GRIGUOLO	78
GARD	6	DÈS LE PREMIER JOUR	45
GARD	6	GARDERIE LES PETITS SOURIS	80
GARD	6	GARDERIE ÉDUCATIVE L'ALPHA À L'OMÉGA	50
GARD	6	Projet Madame Ninetta Cammisano (Mtl-Nord)	80
GARD	6	PROJET DAVIDE STRACUZZI (D-D-O.)	80
GARD	6	PROJET GASPARE DI STEFANO	80
GARD	6	GARDERIE LES PETITS VOISINS INC.	80
GARD	6	ALI LARI-LAVASSANI	80
GARD	6	PROJET GIUSEPPE MAGRI	80
GARD	6	PROJET MADAME ANGELA BARBATO (Ville Mt-Royal)	80
GARD	6	PROJET ACCURSIO MAGGIO	78
GARD	6	PROJET ROSA MORINA	80
GARD	6	PROJET FRANCESCO SCARINGI	80
GARD	6	ACADEMIE DES ANGES	80
GARD	6	Projet Pino Buscemi	78
GARD	7	GARDERIE LES PETITS ANGES DE GATINEAU	80
GARD	7	GARDERIE NOS P'TITS COEURS	80
GARD	7	GARDERIE LE JARDIN DES COPAINS	80
GARD	7	PROJET GARDERIE KARINE DENEALT	80
GARD	7	GARDERIE IMAGINE DES COLLINES I	80
GARD	7	GARDERIE EXCELSIORI DAYCARE INC.	52
GARD	7	GARDERIE CENTRE ÉDUCATIF "LES BESTIOLES"	34
GARD	7	GARDERIE ÉDUCATIVE JEAN-CLAUDE ET GINETTE	30
GARD	7	GARDERIE MINIS AMIS	25
GARD	7	GARDERIE TOLALITO	80
GARD	7	GARDERIE LÉTOURNEAU	31
GARD	7	GARDERIE UNIK 2	27
GARD	7	GARDERIE IMAGINE DES COLLINES II	80
GARD	7	GARDERIE CENTRE JEUNESSE OUTAOUAIS	60
GARD	7	PROJET GARDERIE ANICK MIGNEAULT	74
GARD	9	PRÉ-MATERNELLE (IMMERSION ANGLAIS) WEE ` LEPRECHAUN ENR.	24
GARD	12	G. SCOLAIRE LES EXPLORATEURS	45
GARD	12	SERVICES À LA FAMILLE PARC-EN-CIEL-DISRAËLI	30
GARD	12	MUNICIPALITÉ DE SAINT-LAZARE-DE-BELLECHASSE	36
GARD	12	LE FARFADET PIE X	80
GARD	12	LE FARFADET ST-NICOLAS	40
GARD	12	LE FARFADET BEAUBIEN	80
GARD	12	GARDERIE DU RUISSEAU	62
GARD	12	LA SOURCE	14
GARD	12	GARDERIE LE CHABOTÉ	60
GARD	12	SERVICE DE GARDE L'ÉTINCELLE DE ST-SYLVESTRE	20
GARD	12	SERVICE DE GARDE SCOLAIRE LES PETITS SOULIERS	20
GARD	12	GARDERIE LE CHÂTEAU DES MERVEILLES	52
GARD	12	SERVICES À LA FAMILLE PARC-EN-CIEL-BLACK LAKE	60
GARD	13	GARDERIE ÉDUCATIVE L'ART DE L'ENFANCE INC.	30
GARD	13	LES GARDERIES LE PETIT MONDE (FABREVILLE)	80
GARD	13	LES GARDERIES LE PETIT MONDE (ST-VINCENT-DE-PAUL)	80
GARD	13	GARDERIE NAREG	80

GARD	13	LES GARDERIES LE PETIT MONDE (ST-FRANÇOIS)	80
GARD	13	LES GARDERIES LE PETIT MONDE (STE-DOROTHÉE)	80
GARD	13	GARDERIE LES FÉES ENCHANTÉES INC. 2	80
GARD	13	GARDERIE LE PETIT PRINCE ET L'AVIATEUR	80
GARD	13	LES GARDERIES LE PETIT MONDE (CHOMEDEY)	80
GARD	13	COMMUNAUTÉ SÉPHARADE DE LAVAL	60
GARD	13	GARDERIE POKEY	80
GARD	13	GARDERIE ÉDUCATIVE LE ROI LION	80
GARD	13	GARDERIE DORA ET DIEGO	60
GARD	13	LES GARDERIES LE PETIT MONDE (AUTEUIL)	80
GARD	13	PROJET GARDERIE BRIGITTE RAVARY	68
GARD	13	GARDERIE ENFANTS RAZMATAZ KIDS INC.	50
GARD	13	GARDERIE LE PETIT PRINCE ET LA ROSE	80
GARD	14	GARDERIE LES JARDINS DE MAXILO (LACHENAIE)	80
GARD	14	LES GARDERIES LE PETIT MONDE (TERREBONNE)	80
GARD	14	LES GARDERIES LE PETIT MONDE (LANORAIE)	80
GARD	14	GARDERIE ÉDUCATIVE ROMÉO ET JULIETTE INC.	80
GARD	14	GARDERIE LES FRIMOUSSES	34
GARD	14	GARDERIE LES JARDINS DE MAXILO (MASCOUCHE)	80
GARD	14	GARDERIE ÉDUCATIVE POMME D'API	34
GARD	14	6399941 CANADA INC.	80
GARD	14	GARDERIE MA PREMIÈRE ACADÉMIE	36
GARD	14	GARDERIE LES JARDINS DE MAXILO (LAPLAINE)	80
GARD	14	GARDERIE ÉDUCATIVE FLEUR DE POMME	80
GARD	15	GARDERIE "XYZ"(Blainville)	80
GARD	15	GARDERIE AUX PTITS PIGNONS DE MIRABEL 2	80
GARD	15	91458166 QUÉBEC INC. SYSTÈME MONTESSORI "CHEZ DENYSE"	40
GARD	15	GARDERIE ANGLOPHONE DES PETITS ANGES	28
GARD	15	LES GARDERIES LE PETIT MONDE (BOIS-DES-FILIONS)	80
GARD	15	LES GARDERIES LE PETIT MONDE (ST-JOSEPH-DU-LAC)	80
GARD	15	GARDERIE COLLECTI-VIE-TALI-T	40
GARD	15	GARDERIE FLOCONS DE NEIGE INC.	80
GARD	15	LES GARDERIES LE PETIT MONDE (OKA)	80
GARD	15	GARDERIE BULLES ET BASCULES INC.	80
GARD	15	PROJET GARDERIE LAILA GHARBI	80
GARD	15	LES GARDERIES LE PETIT MONDE (BLAINVILLE)	80
GARD	15	CENTRE PRÉSCOLAIRE LEONARDO DA VINCI (Mirabel)	80
GARD	15	LES GARDERIES LE PETIT MONDE (BOISBRIAND)	80
GARD	15	GARDERIE "XYZ"(Rosemère)	80
GARD	15	GARDERIE ÉDUCATIVE "LE JARDIN ENCHANTÉ"	62
GARD	15	GARDERIE POUSSIÈRES D'ÉTOILES INC.	80
GARD	15	PROJET GARDERIE SANDRA POIRIER	80
GARD	15	GARDERIE AUX PTITS PIGNONS DE MIRABEL	80
GARD	15	LES GARDERIES LE PETIT MONDE (MIRABEL)	80

GARD	15	LES GARDERIES LE PETIT MONDE (ST-COLOMBAN)	80
GARD	15	GARDERIE "XYZ" (Mirabel)	80
GARD	15	PROJET GARDERIE CHRISTINE BLATTER	80
GARD	16	PROJET DE GARD. BULLES ET BASCULES INC.	80
GARD	16	PROJET RANA BERJAWI ET JOSÉE ST-AMOUR (G. L'Océan BLEU)	68
GARD	16	PROJET MARIE-CLAUDE KENNY (LES ÉTOILES FILANTES)	80
GARD	16	PROJET GENEVIÈVE CHAREST (ÉCOLE LES JEUNES EXPLORATEURS)	20
GARD	16	PROJET GENEVIÈVE CHAREST (ÉCOLE LES JEUNES EXPLORATEURS)	20
GARD	16	LES TOURNESOLS PRÉMAT. BIO-SPORTIVE BILINGUE INC.	55
GARD	16	LES TOURNESOLS PRÉMAT. BIO-SPORTIVE BILINGUE INC.	55
GARD	16	PROJET LIANE BUNDOCK	80
GARD	16	PROJET ROBERT, MONIQUE ET NATHALIE BÉDARD	80
GARD	16	PROJET NANCY FERRARO (GARDERIE NANCY BB+)	39
GARD	16	PROJET CATHY LÉVESQUE	60
GARD	16	PROJET CATHY LÉVESQUE	60
GARD	16	PROJET NANCY FERRARO (GARDERIE NANCY BB+)	39
GARD	16	PROJET STÉPHANIE LEBOEUF ET BRIGITTE SENÉCAL	50
GARD	16	PROJET STÉPHANIE LEBOEUF ET BRIGITTE SENÉCAL	50
GARD	16	PROJET DANNY ROUSSEAU ET NANCY GSCHWENDER	80
GARD	16	PROJET JULIE CARRIER (GARDERIE AU JARDIN DES ABEILLES)	38
GARD	16	PROJET TAMMY GIRARD	80
GARD	16	PROJET MARIA GIOIA	80
GARD	16	PROJET NANCY GAUDET (GARDERIE AUX P'TITS RAYONS)	9
GARD	16	PROJET NANCY GAUDET (GARDERIE AUX P'TITS RAYONS)	9
GARD	16	ÉCOLE PRÉ-MATERNELLE TWINKLESTAR INC.	60
GARD	16	PROJET FRANCINE LEGAULT (GARDERIE LES ZAMIDOUX INC.)	60
GARD	16	PROJET FRANCINE LEGAULT (GARDERIE LES ZAMIDOUX INC.)	60
GARD	16	PROJET DANNY ROUSSEAU ET NANCY GSCHWENDER	80
GARD	16	PROJET LAUDALINA RAPOSO (LE ROYAUME DES ENFANTS 2)	80
GARD	16	PROJET CHRISTINE BÉLAIR (ACADÉMIE SEIGNEURIALE)	50
GARD	16	PROJET MARIE-CLAUDE KENNY (LE PETIT MONDE DES FARFADETS)	80
GARD	16	PROJET CARROLL LEPAGE (GARDERIKIRI)	42
GARD	16	PROJET CHRISTINE BÉLAIR (ACADÉMIE SEIGNEURIALE)	50
GARD	16	PROJET MARTIN MARQUIS (G. PORCULUS)	80
GARD	16	PROJET CATHERINE-ANNE GAGNÉ (LA CHANTERELLE)	17
GARD	16	PROJET CATHERINE-ANNE GAGNÉ (LA CHANTERELLE)	17
GARD	16	PROJET DIANE CLOUTIER	80
GARD	17	PROJET MARIE-FRANCE DUBOIS (ATELIER MON MONDE À MOI)	55

GARD	17	PROJET FRANÇOISE MONVILLE (ÉCOLE MONTESSORI DRUMMOND)	17
GARD	17	PROJET FRANÇOISE MONVILLE (ÉCOLE MONTESSORI DRUMMOND)	17

SOURCE : Équipe de gestion de projets et pilotage – 5 avril 2008
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 8 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP87

Titre

Ventilation des subventions octroyées pour les éducatrices formées en installation.

Exposé et statistiques

Taux de qualification du personnel de garde en 2006-2007	
CPE	Garderies subventionnées
71,8 %	52,0 %

La rémunération du personnel de garde est financée par les barèmes des frais de garde et d'éducation des CPE et les barèmes des frais variables des garderies.

Il n'y a pas de barèmes distincts pour les éducatrices formées et les éducatrices non formées.

SOURCE : Direction du financement et des immobilisations - 5 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint – 7 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 88

Titre : État des négociations pour les nouvelles ententes de subventions et de services avec les titulaires de permis de garderie subventionnées à ce jour et travaux à venir en 2008-2009.

Exposé

Depuis juin 2006, la *Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance* prévoit que la ministre peut, aux conditions qu'elle détermine, conclure des ententes de subventions avec tous les prestataires de services de garde, alors qu'auparavant, seuls certains titulaires de permis de garderie (ci-après « garderies »), à qui avaient été réparties des places subventionnées, étaient assujettis à la signature d'une entente de subvention.

Les ententes de subventions qui liaient ces garderies et la ministre étaient reconduites annuellement à moins d'un avis contraire donné 90 jours avant la date d'échéance de l'entente.

En décembre 2007, un avis de non reconduction des ententes a été transmis à ces garderies. Par la suite, une nouvelle entente de subvention leur a été transmise pour une entrée en vigueur le 1^{er} avril 2008. Cette entente contient des conditions liées au respect des dispositions du programme de places à contribution réduite, d'une offre minimale de services de onze heures quotidiennement afin de répondre aux besoins des parents et de l'utilisation d'une entente de services prescrite.

Le 25 février 2008, le jugement de la Cour supérieure dans l'affaire Roxboro a déclaré légale la pratique de certaines garderies qui fixent leur offre de services de garde subventionnés (garde à 7 \$) de 6 h à 16 h et qui chargent des frais supplémentaires aux parents qui ont besoin d'un service de garde après 16 h. Le Procureur général du Québec en appelle de cette décision.

Travaux à venir :

Les garderies ont été avisées que la signature des ententes de subventions a été reportée au 30 juin 2008 et qu'entre temps, le versement des subventions des mois d'avril à juillet 2008 serait maintenu.

SOURCE :

Bureau du sous-ministre adjoint (ASF) – 9 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION :

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 89

Titre : État des négociations pour les nouvelles ententes de subventions et de services avec les RSG en milieu familial et travaux à venir en 2008-2009.

Exposé

Depuis juin 2006, la *Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance* prévoit que la ministre peut, aux conditions qu'elle détermine, conclure des ententes de subventions avec tous les prestataires de services de garde.

Dans le cas de la garde en milieu familial, ce sont les bureaux coordonnateur (BC) qui ont le mandat d'assurer la gestion de ces ententes, suivant les instructions que la ministre leur donne.

Des instructions aux bureaux coordonnateurs et un formulaire pour les RSG ont été élaborés et soumis à la consultation.

Travaux à venir :

Ces documents seront transmis à tous les bureaux coordonnateurs qui devront, avant septembre 2008, répartir les places et verser les subventions suivant ces instructions.

Les RSG, comme les garderies et les CPE, devront utiliser l'entente de services de garde prescrite avec les parents.

SOURCE : Bureau du sous-ministre adjoint (ASF) – 9 avril 2008
COLLABORATION :
VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

121

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP90

Titre

Liste complète des RSG en milieu familial qui ont fermé leurs portes en 2006-2007 et 2007-2008.
Ventilation par région.

Exposé et statistiques

La liste des RSG en milieu familial ayant fermé leurs portes ne peut être divulguée puisqu'il s'agit de données nominatives à caractère confidentiel dont le Ministère est le seul dépositaire.

		Nb. de RSG ayant fermé leurs portes	
No. de la région	Nom de la région	2006-2007	2007-2008
1	Bas-St-Laurent	27	35
2	Saguenay-Lac-St-Jean	18	7
3	Capitale-Nationale	79	75
4	Mauricie	19	12
5	Estrie	36	24
6	Montréal	70	60
7	Outaouais	85	48
8	Abitibi-Témiscamingue	47	33
9	Côte-Nord	27	13
10	Nord-du-Québec	12	7
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	8	4
12	Chaudière-Appalaches	39	41
13	Laval	25	40
14	Lanaudière	64	56
15	Laurentides	80	81
16	Montérégie	239	139
17	Centre-du-Québec	34	28
Total		909	703

SOURCE : Équipe de gestion des projets et de pilotage - 7 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint - 8 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

122

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 91

Titre : État de la situation de la surtarification qui se fait dans certains bureaux coordonnateurs.

Exposé

Les bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial ne sont pas des prestataires de services. En milieu familial, chaque RSG perçoit la contribution parentale et le bureau coordonnateur lui verse les subventions qui lui sont octroyées en fonction de l'occupation de ses places.

Il n'y a donc aucune situation de surtarification faite dans les bureaux coordonnateurs.

SOURCE :

Bureau du sous-ministre adjoint (ASF) – 9 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

123

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 92

Titre : État de la situation sur le manque de ressources spécialisées (agente de conformité et conseillères pédagogiques) dans les bureaux coordonnateurs.

Situation budgétaire des bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial

Malgré la création récente des bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial (BC) le 1^{er} juin 2006, leurs budgets sont gérés convenablement puisque la majorité d'entre eux ont dégagé des surplus d'exercice lors de leurs premiers 10 mois d'opération pour un total de 7,7 M\$. Les BC ne manquent donc pas d'argent pour embaucher les ressources spécialisées (agentes de conformité et conseillères pédagogiques) dont ils ont besoin.

État des surplus et des déficits d'exercice pour les bureaux coordonnateurs en 2006-2007		
	Nombre de BC	Montant total
En surplus	148	7 763 810 \$
En déficit	11	210 705 \$

État du versement dans la cadre du soutien milieu défavorisé (entente FLAC)

En plus du budget accordé pour le fonctionnement des BC, le Ministère verse à 116 BC une allocation pour le milieu défavorisé. D'une valeur annuelle totale de 3 M\$, cette allocation est versée en conjonction avec le projet *Grandir Ensemble* conformément à l'entente signée entre le MFA et la Fondation Lucie et André Chagnon (FLAC) et doit servir à l'embauche de ressources spécialisées.

Effectifs de soutien pédagogique et de conformité déployés dans les BC

Le tableau présente le nombre d'effectifs ETC observé dans les BC. Ce nombre est comparé au modèle organisationnel proposé lors de la création des BC.

Tableau comparatif - Effectifs en 2006-2007 VS modèle d'organisation du travail selon le financement des BC			
Catégorie d'emploi	ETC 2006-2007	Modèle	Écart
Agente-conseil en soutien pédagogique et technique	300	390	(90)
Agente de conformité	185	330	(145)
Sous-total Soutien pédagogique et de conformité	485	720	(235)
Directrice adjointe ou gestionnaire	117	65	52
TOTAL	602	785	(183)

Les écarts entre le modèle proposé et les effectifs déclarés s'expliquent par le fait que les BC, responsables de l'organisation de leur équipe de travail, ont décidé d'allouer leurs ressources différemment du modèle.

À noter que pour quelques 11 000 RSG en mars 2007, cela correspond en moyenne à 22,7 RSG desservies par 1 ETC affecté au soutien ou à la conformité du milieu familial exclusivement. Ce ratio se situe non loin du modèle pour le financement des BC, soit entre 22 et 25 RSG

Nombre de plaintes reçues des RSG par rapport au soutien apporté par les CPE (avant le 1^{er} juin 2006) et maintenant par les BC

CPE	BC	
2005-2006	2006-2007	2007-2008
54	142	93

L'augmentation des plaintes en 2006-2007 s'explique par les insatisfactions soulevées par la mise en place des bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial et les impacts qu'a eu le transfert des RSG des CPE vers les bureaux coordonnateurs agréés par la ministre.

De plus, la constance de cette augmentation en 2007-2008 est tributaire de la communication et de l'information soutenue que le Ministère entretient avec les RSG afin de les informer des attentes qu'il a envers les bureaux coordonnateurs et ce à quoi elles sont en droit de s'attendre de la part de ces derniers.

SOURCE : Bureau du sous-ministre adjoint - 10 avril 2008

COLLABORATION : Bureau des plaintes

Direction du financement et des immobilisations

Direction des politiques administratives et de main-d'œuvre

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint - 10 avril 2008

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 93

Titre : Définir le rôle et le mandat des comités consultatifs des RSG en milieu familial

Exposé

L'une des conditions auxquels ont été assujettis les bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial lors de leur agrément était d'assurer la participation des RSG au sein de l'organisme agréé.

Cette participation est assurée, notamment, par la constitution d'un comité consultatif des RSG formé par et parmi les RSG, qui a pour fonction de donner son avis sur les services fournis par le bureau coordonnateur.

Le bureau coordonnateur consulte ce comité sur les aspects touchant la gestion des services de garde en milieu familial, notamment :

- Le service centralisé d'information sur les services de garde en milieu familial
- La formation et le perfectionnement des RSG
- Le soutien pédagogique et technique offert sur demande
- Les services fournis aux RSG
- Le processus de traitement des plaintes

SOURCE :

Bureau du sous-ministre adjoint (ASF)- 8 avril 2008

COLLABORATION :

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2008-2009

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP94

Titre

Ventilation du financement des organismes communautaires famille (OCF)

Exposé et statistiques

Région	Nbre OCF	Budget total 2007-2008
Bas-St-Laurent	13	530 396 \$
Saguenay-Lac-St-Jean	13	458 761 \$
Capitale-Nationale	23	1 142 307 \$
Mauricie	8	397 615 \$
Estrie	9	446 974 \$
Montréal	54	2 693 084 \$
Outaouais	18	1 453 654 \$
Abitibi-Témiscamingue	7	298 850 \$
Côte-Nord	10	336 721 \$
Nord-du-Québec	3	147 229 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	6	217 249 \$
Chaudière-Appalaches	12	452 333 \$
Laval	12	997 924 \$
Lanaudière	13	965 738 \$
Laurentides	13	808 895 \$
Montréal	37	1 787 308 \$
Centre-du-Québec	9	413 422 \$
Sous-total	260	13 548 460 \$
OCF nationaux	7	650 000 \$
TOTAL	267	14 198 460 \$

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations - 2008-04-07

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint – 7 avril 2008